

performances

Le Canada au cinquième rang pour l'inflation

Pour l'année terminée en avril, le Canada s'est classé cinquième dans la hausse des prix de consommation, au sein des 24 nations qui font l'objet d'un sondage de l'Organisation de la coopération et du développement économiques. La hausse de l'indice des prix de consommation au Canada, 8,9 p. cent, n'a été battue que par la Suisse, 2,2 p.c., l'Allemagne 5,2 p.c., les Etats-Unis, 6,1 p.c. et l'Autriche, 7,7 p.c. La hausse moyenne des 24 nations étudiées a été de 9,1 p.c.

La hausse la plus forte enregistrée par l'OCDE est celle de l'Irlande, 36,3 p. cent.

Statistique Canada rapporte que le total des ventes au détail au Canada, durant avril, a augmenté en valeur de 21,2 p. cent, en comparaison de l'année précédente.

Ces ventes ont augmenté dans toutes les provinces, notamment de 33,6 p.c. dans les magasins d'épicerie, de friandises et de variétés, et de 3,1 p. cent dans les stations-service.

Le total du crédit aux consommateurs, inscrit aux livres des institutions qui en font rapport mensuellement atteignait \$19,4 milliards en avril, soit une augmentation de 16,5 p. cent sur le total de l'an dernier à parité de date.

Quelques exemples de crédit: prêts personnels consentis par les banques à charte, \$14,04 milliards, hausse de 23 p.c.; prêts des compagnies d'assurance, \$1,17 milliard, hausse de 6,4 p.c.; gros prêts accordés par les compagnies de financement, \$1,5 milliard, hausse de 1-10 de 1 p.c.; crédit accordé par les magasins à rayons et de meubles, \$1,28 milliard, hausse de 6,4 p. cent.

La division des télécommunications du CP a annoncé hier qu'elle avait demandé au Conseil de la Radio-Télévision canadienne d'obliger Bell à permettre au CP d'utiliser le réseau téléphonique de Bell pour installer ses propres lignes de transmission. Une telle pratique rendrait les services de télécommunication plus concurrentiels, estime le CP. Le Canadien Pacifique a précisé que la demande avait été faite avec l'approbation de la division des télécommunications en commun, les télécommunications du CN-CP. Le Canadien Pacifique a expliqué qu'il ne voulait pas utiliser le réseau de Bell pour créer un réseau téléphonique concurrentiel mais bien pour offrir au public des services de télécommunications plus concurrentiels, dans les secteurs des communications entre ordinateurs ou la retransmission de données.

Trans-World Airlines n'a pas l'intention d'acheter le Concorde même si son utilisation par des compagnies concurrentes représente entre \$20 et \$25 millions de manque à gagner par an pour la TWA. Le président de la compagnie aérienne américaine, M. Ed Meyer, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse à Londres qu'il ne croyait pas que le supersonique franco-britannique était économiquement viable. Il ne l'est pas à l'achat, il ne l'est même pas en location en ce qui concerne la TWA, a-t-il dit. Il a reconnu que TWA pourrait perdre les passagers de première classe au profit du Concorde entre l'Europe et Washington, ligne actuellement exploitée par Air France et British Airways.

Un affrontement majeur risque de survenir aux audiences de l'ONE

par Roger LEROUX

Une confrontation majeure risque de survenir, aujourd'hui, à la reprise des audiences publiques de l'Office national de l'énergie qui étudie une demande de construction de ligne de transport d'énergie de l'Hydro-Québec.

Le procureur du gouvernement du Québec, Me Alain Nadon, pourrait fort bien déposer devant l'Office une ordonnance de la Cour fédérale lui enjoignant de suspendre ses audiences ou encore l'informer de son intention d'en appeler d'une décision rendue, hier soir, par l'office, ce qui aurait le même effet.

Si les appréhensions qu'on entretenait, à cet effet hier, se réalisent l'office ne pourra rendre sa décision sur la demande de l'Hydro-Québec avant plusieurs mois et ce retard occasionnera à la société d'Etat des pertes de plusieurs millions de dollars. Toutes les conditions propices à un nouveau débat Québec-Ottawa seront en place.

L'impatte s'est créée lorsque l'Union des producteurs agricoles de St-Jean de Valleyfield, adversaire du tracé de ligne choisi par l'Hydro-Québec, a

voulu appeler à la barre des témoins un fonctionnaire du ministère québécois de l'Agriculture.

Immédiatement, le procureur du gouvernement du Québec s'est objecté à ce témoignage en faisant valoir trois points de droit qui ont été aussitôt rejetés par l'office.

Me Nadon a alors déposé un affidavit signé du sous-ministre de l'Agriculture visant également à empêcher le fonctionnaire à déposer devant l'ONE. Encore une fois, le président de l'Office Jacques Farmer, a rejeté les motifs invoqués par le gouvernement du Québec.

Le procureur du Québec a finalement obtenu un ajournement des audiences jusqu'à ce matin pour lui permettre de consulter le gouvernement et d'indiquer s'il ira en appel de cette décision.

L'intervention du Québec, à ce stade des audiences, n'a pas surpris outre mesure. Des informateurs avaient circulé en fin de semaine, à l'effet que le gouvernement du Québec s'objecterait au témoignage de sept de ses fonction-

naires à l'emploi des ministères de l'Agriculture, des Affaires municipales, de l'Environnement et du Service de protection de l'environnement.

L'argument principal du Québec repose sur le fait que ces fonctionnaires n'ont pas à venir témoigner en faveur d'un adversaire du tracé de l'Hydro-Québec alors que le Service québécois de protection de l'Environnement a donné son approbation à ce tracé, le 28 mai dernier, qu'ils n'ont surtout pas à venir le faire devant un organisme fédéral à qui le Québec n'accorde aucune juridiction sur l'environnement et l'aménagement du territoire.

Cul-de-sac

Il n'y a qu'une volte-face du gouvernement ou de l'UPA qui pourrait permettre la poursuite des travaux de l'ONE jusqu'à leur terme, demain soir.

En ne faisant pas appel de la décision rendue par l'office, le gouvernement du Québec permettrait à l'ONE de compléter ses audiences normalement. Compte tenu des prises de posi-

tion de représentants du gouvernement face à la juridiction de l'ONE sur l'environnement et l'aménagement du territoire, ce désistement apparaissait, hier soir, assez improbable.

L'UPA pourrait pour sa part annoncer ce matin qu'elle n'a plus de représentation à faire lors des audiences. Alors tout serait "parfait" pour tout le monde.

Malheureusement, dès la fin des audiences hier, les représentants de l'UPA ont tenu une conférence de presse improvisée et ils ont indiqué qu'ils ont l'intention de continuer... avec regret.

"Notre intention, à nous", ont-ils déclaré, "n'était aucunement de nous immiscer dans une querelle de juridiction entre le Québec et Ottawa. Nous avons simplement vu dans les audiences de l'Office national de l'énergie, la possibilité de faire valoir notre point de vue sur la protection des terres arables, ce que nous n'avons jamais pu faire devant une instance québécoise."

La crainte des gens de l'UPA, maintenant qu'ils se retrouvent au centre d'une nouvelle querelle fédérale-provin-

ciale, est de porter l'odieux d'une éventuelle suspension des audiences et conséquemment, d'un retard dans la réalisation d'un projet que l'Hydro-Québec considère comme capital.

Dans l'eau chaude

L'intervention du Québec place tout le monde dans l'eau chaude. Et le gouvernement du Québec, au premier chef. Le gouvernement est pris entre deux feux. D'une part, il se doit d'être logique avec les positions prises sur l'environnement et l'aménagement du territoire qu'il considère de sa juridiction exclusive. D'autre part, il n'est pas sans connaître les conséquences que ses prétentions peuvent avoir sur sa principale société.

A l'Hydro-Québec, on tente d'évaluer les coûts d'un retard de la mise en service de la ligne internationale de transport, prévue pour octobre 1977.

Quant à l'Office national de l'énergie, qui a tout fait pour accompagner les intervenants au cours de ses audiences tenues dans un climat fortement "politisé", risque de se retrouver arbitre d'un conflit entre Québec et Ottawa. Une position inconfortable.

On saura mieux l'année prochaine à quoi sert la SDI

par Pierre GRAVEL

La Société de développement industriel du Québec (SDI) devrait être en mesure, d'ici un an, de connaître avec exactitude l'état de santé et de prospérité des entreprises qu'elle a aidées depuis sa création.

C'est du moins l'assurance qu'en a donné hier le ministre québécois de l'industrie et du commerce, M. Guy Saint-Pierre, à l'occasion de la présentation du rapport annuel de la SDI.

Il se trouve en effet qu'à l'heure actuelle, personne n'est en mesure, ni à la SDI ni au MIC, de préciser quelles ont été les véritables retombées, pour chaque entreprise, de l'assistance financière fournie par la SDI: évolution de la production, des ventes, des profits etc. Encore moins n'est-on capable d'identifier à coup sûr les sociétés qui, depuis la fin de leurs relations avec la SDI, auraient fermé leurs portes ou auraient été vendues.

Pour sa part, le président de la SDI, M. Jean Labonté a déclaré à LA PRESSE qu'il souhaitait voir venir une enquête soit menée prochainement qui permettrait d'évaluer de façon aussi exacte que possible d'utilité de l'organisme qu'il dirige. Selon lui, cette étude devrait même être conduite par un groupe extérieur à la SDI qui en garantirait l'objectivité.

M. Labonté estime que le rapport de l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1976 témoigne éloquentement de l'importance de la SDI pour l'industrie québécoise.

Si la valeur de l'aide financière consentie par la SDI a en effet diminué de 12 pour cent en 1975-76 par rapport à l'année précédente, il demeure que le nombre d'entreprises aidées, lui, est passé de 147 à 193.

Dans l'ensemble cependant, les opérations de la SDI se soldent pour l'année dernière par une perte nette de \$445,945 en regard d'un profit de \$3,861,426 en 1974-75.

Cette lourde perte s'explique principalement, selon M. Labonté, par les difficultés financières de la société Siltec, de Bromont, qui n'a pu rencontrer ses obligations à l'endroit de la SDI.

Le programme de la SDI visant à susciter l'implantation et l'expansion d'entreprises à croissance rapide et à production élevée s'est traduit au cours de 1975-76 par des engagements de \$47,174,068 qui ont profité à 145 entreprises.

La société a en outre consenti \$9,105,900 à 17 entreprises au titre de l'aide à la fusion et à la consolidation des moyens de production en vue d'améliorer la compétitivité des établissements manufacturiers.

La SDI a également consacré \$4,623,270 sous forme de prêts à 22 entreprises qui, bien qu'elles soient rentables, ne parviennent pas à obtenir des fonds du secteur privé à des conditions raisonnables.

Enfin, le nouveau programme de la SDI destiné à favoriser l'exportation de biens fabriqués au Québec a profité à 12 sociétés qui se sont partagé \$2,621,800.

Invité à commenter le fait que plusieurs grandes sociétés multinationales ont profité, encore l'année dernière, des largesses de la SDI, le ministre Guy Saint-Pierre a rétorqué que dans tous les cas il s'agissait de décisions parfaitement conformes à la loi créant la SDI. "Il faut, a-t-il précisé, favoriser les investissements au Québec qui mettent en oeuvre une technologie moderne afin de fabriquer un bien de conception nouvelle, un article non encore fabriqué ici ou encore un bien dont la production locale sur une base compétitive est insuffisante par rapport aux marchés domestiques ou internationaux et qui offrent des perspectives de croissance importante et continue. Dans les cas de multinationales qui ont reçu l'aide de la SDI, c'est cet objectif qui a été poursuivi... sur-

tout dans les secteurs où aucune entreprise québécoise n'était en mesure de correspondre à ces critères."

Au total, les engagements financiers, sous diverses formes, pris par la SDI au cours de l'exercice 1975-76 s'établissent à \$63,525,038 comparativement à \$72,461,218 pour l'année précédente.

Cette diminution des sommes engagées s'explique surtout par le fait que,

l'an dernier, la SDI avait consenti une somme de \$18 millions à la société Sidbec pour ses installations de Contrecoeur qui étaient axées vers des opérations de transformation industrielle.

La SDI indique qu'à la fin de mars 1976, 1200 entreprises québécoises bénéficiaient de son assistance financière pour des engagements représentant plus de \$300 millions.

La faillite menace les Produits Lionel

par Michel ROESLER

Les Produits Lionel Incorporés, après avoir été les principaux manufacturiers canadiens de tentes roulottes, sont en train de faire faillite.

Subissant les contrecoups d'une situation économique instable dans des secteurs aussi spécialisés que ceux des loisirs, après les déboires de son principal concurrent Les Produits Bellevue, dont la situation n'est guère plus enviable, Lionel, comme on l'appelle dans ce milieu industriel, est frappé à son tour.

Hier, la requête en faillite a été reportée au 8 juillet. Si d'ici là aucun acquéreur sérieux ne s'est présenté, c'est la faillite pure et simple, a confié à LA PRESSE, son principal créancier, La Banque Canadienne Nationale.

Il semble toutefois que le miracle se produise. Hier, en effet un acheteur mystérieux mais qualifié de très sérieux s'est présenté.

En attendant, l'avenir de la tente mobile québécoise qui s'était taillée la part du lion dans ce marché en pleine expansion, est plutôt sombre.

Depuis l'automne dernier, après des résultats lamentables pour l'exercice 1975, la BCN a placé auprès de la direction de Lionel un administrateur de la société Raymond Chabotte. Elle a, en outre, augmenté ses crédits de façon importante (plus de \$1 million).

Mais le 27 mai dernier, elle décidait de saisir les actifs, les inventaires et les comptes recevables de la société Les Produits Lionel Incorporés, à la vue de rapports financiers intermédiaires qui laissaient prévoir, pour le nouvel exercice, une situation aussi peu reluisante que celle de l'exercice écoulé.

Cette société, pourtant bien gérée, réalisait, au cours des années écoulées, des bénéfices sur des chiffres d'affaires tournant autour de \$10 millions.

Mais le marché semble aujourd'hui saturé. Selon un porte-parole de la société, les enseignants qui sont, grâce à la longueur de leurs vacances, de bons clients n'ont pas acheté de matériels de camping cette année à cause des négociations dans la fonction publique.

Il faut ajouter à cela, la hausse du prix de l'essence et la crainte des hausses à venir qui font de plus en plus hésiter l'automobiliste à se lancer dans des grands voyages.

Enfin, le manque de diversification dans un marché saturé comme celui de la motoneige naguère, ne pouvait qu'aboutir sur une crise grave.

La concurrence est très vive dans ce secteur. Il faut ajouter l'incidence des manufacturiers américains qui en plus de fermer le marché des Etats-Unis aux manufacturiers canadiens, vendent leurs produits au Canada.

L'entente permettant à Air France de desservir Toronto est ratifiée

PARIS (PC) — L'entente permettant officiellement à Air France d'établir des liaisons aériennes directes avec Toronto a été officiellement ratifiée, ce matin, au Quai d'Orsay, par les autorités françaises et canadiennes.

Pour le Canada c'est le ministre des Transports du gouvernement fédéral, M. Otto Lang en voyage officiel en France, qui a signé le document alors que le gouvernement français était représenté par M. Bernard Destremau, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. A la suite de cette signature, le ministre canadien à la fin de l'après-midi, a effectué une visite à la tour de

contrôle de l'aéroport international Roissy-Charles de Gaulle afin de se rendre compte par lui-même de l'utilisation des langues par les contrôleurs aériens.

Cette question est fort controversée actuellement au Canada. A Roissy-Charles de Gaulle, actuellement, la plupart des vols internationaux sont accueillis en langue française alors que pour certains les contrôleurs utilisent la langue anglaise.

Par ailleurs, en signant l'entente sur le transport aérien, le gouvernement français, par le biais de la succursale d'Etat Air France, obtient la desserte

de Toronto ainsi que des droits de transit de Toronto à Los Angeles, avec un régime de fréquences déterminées.

En échange, le Canada acquiert le droit de desservir en plus de Paris deux nouveaux points à son choix en France métropolitaine, trois points en Europe, au choix du Canada, quatre en Afrique et cinq en Asie dont la sélection est soumise à certaines conditions.

Finalement, l'accord prévoit un échange de droits entre Vancouver et Papeete sous réserve toutefois d'un accord commercial préalable entre les compagnies aériennes CP Air et UTA.

Garanti, blanc sur noir!

sur les dépôts de 5 ans (dépot minimum: \$500)

1/4%
intérêts versés tous les 6 mois

1/2%
intérêts versés annuellement

N'hésitez pas à nous téléphoner pour plus de renseignements. Nous avons aussi d'autres échéances à d'autres taux.
909 ouest bou. Dorchester, Montréal, 866-9641
1 Vincent d'Indy, Outremont, 739-3265

TRUST GÉNÉRAL

Canagex et Ufico devront transformer leur direction et leurs objectifs à long terme

par Georges GRATTON

Le nouveau groupe financier qui ont érigé depuis 1969 la Banque Canadienne Nationale et la maison de courtage Brault, Guy O'Brien est en voie de subir une profonde transformation tant au niveau de sa direction que de ses objectifs à long terme.

Les activités du groupe gravitent autour de Canagex Limitée, une société de placements responsable de



\$160 millions, et l'Union Financière pour l'Industrie et le Commerce (Ufico), une firme de consultants conçue à l'image d'une banque marchande.

Une enquête menée par LA PRESSE sur l'association entre la banque, qui dispose de \$5 milliards d'actifs, et la maison de courtage, en pleine réorganisation, révèle que:

— La Banque Canadienne Nationale (BCN) devra, d'ici le 28 novembre 76, réduire de 75 à 50 pour cent sa participation dans Canagex afin de se conformer à la Loi des Banques.

— La BCN respecte la lettre mais non l'esprit de la Loi des Banques en détenant, en fait, 65 pour cent des intérêts dans Ufico.

— La maison de courtage Brault, Guy O'Brien (BGO) ne conserve du passé que le nom, puisqu'elle est déjà engagée dans une réorganisation com-

plète de ses activités pilotée par de nouveaux administrateurs.

— BGO ne participe maintenant en aucune façon à la gestion des fonds administrés par Canagex Placements (filiale de Canagex Limitée), mais conserve tout de même encore 20 pour cent des actions ordinaires votantes de Canagex Limitée.

— La participation de BGO au sein d'Ufico est sérieusement compromise à la suite de la démission de M. Yves Cousineau de la vice-présidence. (M. Cousineau est associé senior de la firme BGO.)

Revision des Banques

L'avenir des activités para-bancaires de la BCN dépend dans une large mesure des modifications qui seront ou non apportées lors de la révision de la Loi des Banques qui doit être complétée au plus tard le 1er juillet 1977.

C'est ce qu'ont indiqué à LA PRESSE deux cadres supérieurs de la BCN, MM. Jacques Douville, vice-président et directeur général en chef, et Pierre Castonguay, vice-président et directeur général.

Ces derniers sont respectivement président du conseil d'administration des deux filiales et donc responsables auprès de la BCN des opérations de Canagex Limitée et d'Ufico.

Selon la Loi des Banques votée en 1967, une banque peut détenir jusqu'à 50 pour cent des actions votantes (mais pas plus) de n'importe quelle société, pourvu que le montant total détenu par la banque ne dépasse pas \$5 millions.

Or, depuis près de deux ans, la BCN détient près de 80 pour cent des actions ordinaires de Canagex Limitée.

Au sens strict de la loi, la BCN disposait d'un délai de deux ans pour corriger cette situation, et devra se départir de ses actions excédentaires d'ici la fin de novembre 1976.

Ce délai, prévu dans la loi, remonte à novembre 74, alors que la BCN rachetait les actions de Canagex détenues par United North American (filiale à 100 p. cent de Schneider-Cousineau de France) et le Trust Général du Canada.

Associées à l'origine (1969) avec la BCN et BGO dans Canagex Limitée, ces deux sociétés détenaient conjointement 20 pour cent des actions ordinaires votantes.

"Strictement, avoue M. Douville, nous devons respecter la limite du 28 novembre 1976. Nous pouvons cependant demander une prolongation. Ceci nous permettrait de disposer d'un laps de temps convenable pour intéresser un autre partenaire."

Même avec un délai additionnel, la BCN devra tôt ou tard vendre ses actions à un autre associé que BGO.

Le porte-parole de la maison de courtage a en effet révélé à LA PRESSE que les nouveaux administrateurs n'envisageaient pas augmenter leur participation au sein de Canagex Limitée.

Pour sa part, le président du conseil d'administration d'Ufico confirmait à LA PRESSE que la BCN cherchait à l'extérieur.

M. Douville a par ailleurs refusé de dire s'il s'agissait d'autres courtiers en valeurs mobilières, d'autres institutions financières, des cadres de Canagex Placements (filiale de Canagex Limitée) ou des particuliers, se limitant à souligner qu'il cherchait à l'extérieur de la banque.

L'Union Financière pour l'Industrie et le Commerce (Ufico), créée très discrètement en novembre 1974, était la première expérience d'une banque canadienne-française et d'un courtier dans le champ d'activités des banques, dites marchandes ou banques privées, comme on les retrouve en Europe.

Echappant complètement à la loi

qui régit les banques à charte canadiennes, Ufico pouvait se permettre de tirer profit de l'expertise d'un banquier et d'un courtier pour susciter des fusions, des acquisitions et des ventes d'entreprises.

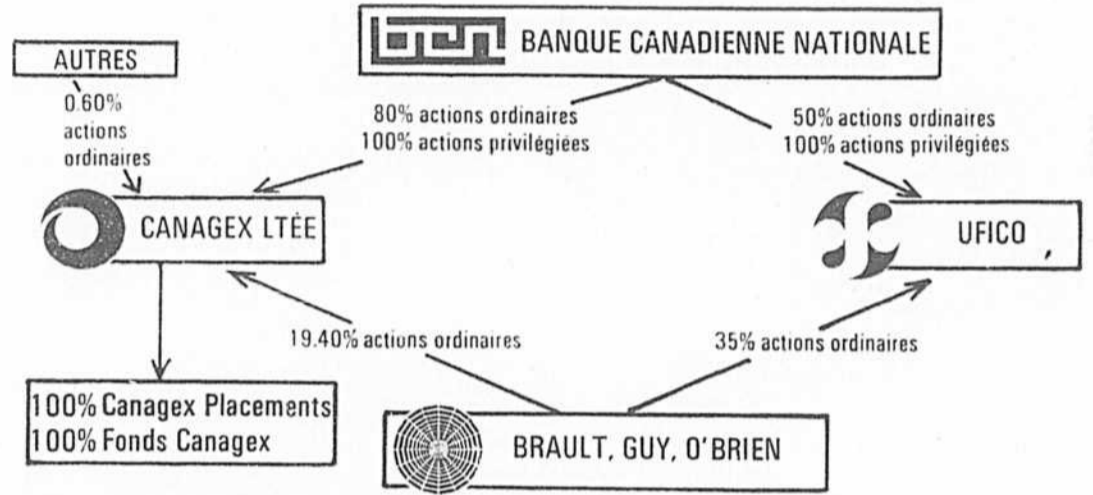
Ses activités ne connaissent alors théoriquement aucune contrainte ni frontière, Ufico pouvant même concevoir une participation dans des entreprises en offrant du capital de risque.

Domaine où la BCN est automatiquement exclue de par la nature de ses opérations bancaires traditionnelles.

Malgré l'avenir prometteur qui s'annonçait pour Ufico dans l'univers de

plus en plus diversifié et compétitif des banques canadiennes, les débuts surgissent deux problèmes majeurs. Les partenaires BCN et BGO ne s'entendent ni sur les objectifs, ni sur le style de direction qu'Ufico devait se donner. C'est l'impasse. Ce qui a pour conséquence de paralyser l'entreprise au cours de ses deux premières années d'opérations. Ufico n'a donc pas encore donné sa pleine mesure.

En se retirant aujourd'hui d'Ufico, Brault, Guy O'Brien force ainsi la main à la BCN qui sera obligée de réorienter toute l'entreprise au cours des prochaines années.



La propreté intérieure des édifices n'est plus une simple question de "maintenance"

par Pierre GRAVEL

Lorsqu'il s'agit de purifier l'environnement extérieur dans les centres urbains, on parle spontanément de lutte à la pollution. Par contre, quand on pense à la propreté intérieure des grands édifices qui les constituent, il n'est plus alors question que de vulgaire nettoyage, d'entretien, de "maintenance".

Dans la majorité des hôpitaux du Québec, ce poste de dépenses se situe très souvent au second rang, par ordre d'importance, immédiatement après l'ensemble des frais médicaux.

Pour sa part, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal (CTCUM) consacre plus de \$1,5 million au net-

toyage de ses seules stations de métro.

cherche et la fabrication de produits chimiques répondant aux besoins nouveaux de cette industrie.

Il n'en a cependant pas toujours été ainsi.

De la vente à la fabrication

À l'origine, en 1954, il ne s'agissait en fait que d'une agence de ventes d'appareils et de produits manufacturés par diverses grandes firmes, surtout étrangères.

Le fondateur, Adolphe Larose, connaissait alors bien le marché pour avoir œuvré pendant une vingtaine d'années en tant que vendeur au service d'une autre société.

Au moment où un concours de circonstances l'a amené à se lancer en affaires pour son propre compte, ce dernier pouvait donc tout au plus compter sur une bonne expérience et sur tout un réseau de clients et de fournisseurs possibles. Mais c'était tout. Ou presque.

Il disposait en outre d'un maigre capital de \$2,000 qu'il avait réussi à emprunter et de l'appui inconditionnel des membres de sa famille. Parmi eux, son fils, Jean, alors âgé de 18 ans, avait déjà poursuivi des études en administration à l'université McGill. Celui-ci se faisait fort d'apporter à l'entreprise naissante un minimum de stabilité administrative et de réalisme financier qui allaient compléter avantageusement l'enthousiasme créateur mais un peu débridé du père.

Vingt-deux ans plus tard, Adolphe Larose est toujours président de sa société dont les rênes sont entre les mains de deux de ses fils, Jean et Pierre, âges respectivement de 40 et 33 ans.

Du petit garage qui, dans l'arrière-cour du domicile paternel, abritait les stocks rudimentaires de Larose et Fils il ne reste plus qu'un souvenir émouvant pour les membres de la famille. L'entreprise dispose maintenant d'un édifice neuf de 22,000 pieds carrés, construit à Laval, en 1975, au coût de \$700,000.

Pendant les dix premières années d'opération cependant, le chiffre d'affaires annuel, qui reposait uniquement sur la vente, à l'exclusion de toute fabrication, n'avait péniblement grimpé que jusqu'à \$600,000. C'est en 1965, en fait, que les choses ont commencé à changer avec l'entrée sur le marché de Larose et Fils Ltée en tant que fabricant de ses propres produits chimiques.

profil d'entreprises

toyage de ses seules stations de métro.

De son côté, à même son budget total de nettoyage, la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal (CECM) dépense annuellement plus de \$200,000 uniquement en achat de produits chimiques destinés à l'entretien des écoles.

En fait, dans les entreprises publiques et industrielles, ce sont toujours les salaires qui absorbent la plus grande partie des budgets de nettoyage. Par contre, la dépréciation sur l'achat d'équipement (balais mécaniques, ciréuses, polisseuses etc.) et la fourniture de produits chimiques (savon, poudre, ciré etc.) correspondent généralement à près de 10 pour cent de la dépense totale prévue à ce poste budgétaire.

C'est précisément dans ce secteur que la société Larose et Fils Ltée a résolu de se développer, à la fois en tant que distributeur de machines et accessoires de nettoyage et, surtout, en tant que fabricant de produits chimiques d'entretien.

Fondée en 1954, l'entreprise compte aujourd'hui 35 employés dont une douzaine de représentants. Le directeur des ventes, Pierre Larose, insiste à ce sujet pour dire que ces derniers sont loin d'être de simples vendeurs. "Il s'agit en réalité de consultants en entretien d'édifice. Ce n'est pas, loin de là, une simple question de terminologie. Nos représentants ont pour mission non pas uniquement de vendre des produits mais encore et surtout d'incarner la préoccupation première de notre maison: mettre les ressources de la science et de la technologie au service de la propreté et ce, au meilleur coût possible."

"Il existe maintenant sur le marché des appareils hautement perfectionnés qui permettent d'effectuer les travaux de nettoyage à meilleur compte, plus rapidement et avec un résultat nettement supérieur. Une partie du travail de nos représentants consiste justement à en informer les intéressés."

Le directeur général de l'entreprise, M. Jean Larose, se préoccupe vivement, lui, de l'autre aspect du rôle de Larose et Fils Ltée: la re-



Desjardins etc.), les hôtels, les métros, les écoles, les hôpitaux..."

Si par ailleurs, on fait appel aux ressources les plus avancées de la technologie pour toutes les questions relatives à la purification, la climatisation et la circulation de l'air, il n'en va pas de même dans le cas du nettoyage des locaux.

"L'enlèvement des rebuts, le lavage des planchers, des murs, des plafonds, des vitres, la désinfection des salles de toilettes et toutes les autres opérations visant à la propreté sont généralement considérées comme des tâches mineures et même souvent humiliantes pour ceux qui les exécutent. Sauf quand elles ne sont pas effectuées... comme en cas de grève des services d'entretien."

Il s'agit pourtant d'un secteur d'activités important tant par ce qu'il représente pour l'hygiène publique que par ce qu'il coûte aux propriétaires d'immeubles.

17 millions pour nettoyer la Place Ville-Marie

Ainsi, par exemple, les frais annuels de nettoyage intérieur d'un édifice comme celui de la Place Ville-Marie s'élèvent à environ 3,5 millions ou \$0,35 le pied carré, selon M. Pierre Larose.

Et il en va de même dans presque tous les immeubles publics ou les coûts d'entretien représentent toujours une part appréciable du budget d'opération.

res et surtout des produits chimiques dont, de toute façon, ils connaissent bien les formules.

De cette constatation à la décision de passer eux-mêmes à la fabrication il n'y avait qu'un pas facile à franchir; il suffisait de s'approvisionner en matières premières et de se doter d'un minimum d'équipement pour effectuer les mélanges qui allaient permettre à Larose et Fils de vendre pour son propre compte des produits précédemment fabriqués par d'autres...

Les résultats ne se firent pas attendre longtemps. Cinq ans plus tard, en 1970, le volume annuel des ventes dépassait le \$1 million dont les deux tiers étaient toujours constitués par le commerce des produits chimiques. Mais cette fois, la production originale des frères Larose représentait 15 pour cent de cette somme.

À l'heure actuelle, l'entreprise s'oriente allègrement vers un chiffre d'affaires total de \$3 millions dont

45 à 50 p. cent proviennent des produits de propre fabrication. L'usine de Laval est maintenant largement automatisée et permet la production quotidienne de 10,000 gallons de produits chimiques.

La politique d'achat; rêve ou réalité?

Roste à Larose et Fils à se faire connaître en tant que fabricant authentiquement québécois par les administrations publiques. "Il ne s'agit pas, estime Pierre et Jean Larose, de recevoir un traitement particulier de la part des gouvernements ou des entreprises parapubliques. Il demeure que nous sommes un des quelques rares producteurs québécois dans ce domaine et que nous attendons encore les résultats des grandes politiques d'achat dont on nous rabat régulièrement les oreilles..."

Pierre Larose, qui a eu maintes fois l'occasion de présenter des offres de services à des organismes

gouvernementaux ne doute apparemment pas de la bonne foi des hommes politiques qui préconisent une politique d'achat destinée à favoriser les entreprises québécoises. C'est au niveau des fonctionnaires que le problème se pose. La volonté politique n'est peut-être pas assez vigoureuse pour atteindre le niveau de décision de certains hauts fonctionnaires pour lesquels ces considérations n'entrent pas en ligne de compte..."

Au niveau de son expérience de tous les jours, Pierre Larose rejoint en fait les positions maintes fois exprimées par des organismes intermédiaires comme le Conseil d'expansion économique et le Conseil du patronat du Québec et par plusieurs hommes politiques selon lesquelles, sans jeter l'argent des contribuables par les fenêtres, les pouvoirs publics québécois pourraient au moins faire comme ceux de l'Ontario. Pas plus... mais pas moins.



Four Jean Larose, directeur général (à gauche) et Pierre Larose, directeur des ventes, la propreté intérieure des grands édifices est devenue un chiffre d'affaires de près de \$3 millions.

La BCN devra prochainement trouver de nouveaux partenaires dans Canagex Ltée

par Georges GRATTON

La Banque Canadienne Nationale devra très prochainement, au plus tard le 15 juillet 1977, trouver au sein de la communauté financière de nouveaux partenaires dans Canagex Ltée.

C'est ce qu'a révélé M. Jacques Douville, président du conseil d'administration de Canagex, au cours d'une entrevue qu'il accordait récemment à LA PRESSE.

Canagex Ltée a connu depuis sa création une croissance exceptionnelle et, avec ses filiales Fonds Canagex et Canagex Placements Ltée (conseillers en placements), elle administre aujourd'hui des fonds qui totalisent \$160 millions.

Pour la BCN, sa filiale Canagex est un succès mais lui pose des problèmes au chapitre de la propriété, du contrôle.

Depuis le départ de deux de ses partenaires d'origine en novembre 1974, la BCN détient 80 pour cent des actions

de Canagex, considérablement au-dessus de la limite permise par la Loi des Banques.

La maison de courtage Brault, Guy O'Brien (BGO), l'autre associé, détient un peu moins de 20 pour cent des actions ordinaires de Canagex, une participation minoritaire.

La présence de BGO au sein de Canagex Ltée est d'ailleurs sérieusement remise en question par les nouveaux administrateurs de la maison de courtage.

Tout compte fait, la banque se voit obligée de remanier de fond en comble la capitalisation de Canagex, du moins en ce qui a trait au partage éventuel des actions ordinaires, puisqu'elle ne peut en détenir que 50 pour cent selon la Loi des Banques votée en 67. La BCN n'a pas encore trouvé de nouveaux associés mais admet que c'est aujourd'hui une priorité compte tenu qu'elle pourrait bénéficier d'un délai jusqu'au 15 juillet 1977, date limite de la révision de la Loi des Banques.

A la création de Canagex en 1969, Brault, Guy, Chaput (devenu Brault, Guy, O'Brien en 1974) s'associe à la BCN à titre d'agent de distribution et partenaire susceptible d'aider la banque dans la gestion des fonds sous administration.

Un nouveau fonds mutuel représente pour le courtier un potentiel de ventes et, par ricochet, une nouvelle source de revenus de commissions.

Mais dès les premiers mois, la BCN éprouve des problèmes de distribution. Le fonds mutuel Canagex ne se vend pas aussi bien qu'on l'avait prévu. La réticence se manifeste tant au niveau des succursales que dans le grand public.

Les fonds mutuels reculent avec la Bourse et tombent en défaillance auprès des investisseurs qui ne récoltent pas les profits anticipés.

L'expertise du courtier en valeurs mobilières au niveau de la distribution n'y peut rien. Le vent a tourné.

Le Fonds Canagex doit également faire appel à plusieurs autres courtiers qu'il rémunère sous forme de commissions pour les services de recherches économiques et financières.

Brault, Guy, Chaput est maintenant traité sur le même pied que les autres courtiers de la rue Saint-Jacques. Sa présence au sein de Canagex ne lui procure plus aucun avantage matériel.

Ceci est confirmé par le vice-président exécutif de Canagex Placements, M. Claude Lemire, qui admet que plusieurs courtiers sont maintenant au service de Canagex.

Canagex Placements Ltée

Canagex Placements voit le jour en 1972. C'est une filiale de Canagex Ltée qui détient 100 pour cent des actions votantes (26 actions classe 'A' d'une valeur au pair de \$1).

La BCN détient 5,000 actions privilégiées (sans droit de vote) qu'elle a payé \$10 chacune en déboursant \$50,000 au capital de Canagex Placements.

Canagex Placements Ltée, conseillers en placements, c'est le "success story" de la BCN qui administre aujourd'hui \$160 millions dont le Fonds Mutuel Canagex avec des actifs qui atteignent \$26 millions à la fin de 75.

Plus de la moitié des actifs qu'administre actuellement Canagex Placements proviennent de sources extérieures à la Banque.

La BCN utilise les services de sa filiale Placements en leur confiant, entre autres, la gestion de leur fonds de pension.

La croissance des actifs sous gestion provient cependant de l'extérieur de la banque.

Comme l'explique lui-même M. Lemire, "nous offrons nos services à d'autres institutions et même à des individus comme conseillers en gestion de portefeuilles. La valeur totale de

ces actifs s'établit présentement aux environs de \$80 millions".

Canagex Placements compte parmi ses clients des compagnies d'assurance (entre autres, l'Economie-Mutuelle (SSJB) ainsi que l'Unique), des communautés religieuses (les Soeurs Grises et les Soeurs du tres St-Sacrement de Québec), des municipalités (Trois-Rivières) et des agences paragouvernementales.

Le vice-président signale que le nombre de ses clients est assez limité et que Canagex Placements a l'intention d'en rester là. "Nous n'acceptons pas de portefeuille inférieur à \$1 million. Ceci nous permet de limiter les problèmes administratifs et de concentrer nos efforts sur la recherche et l'analyse financière", précise M. Lemire.

Ce à quoi s'appliquent six gestionnaires d'expérience, dont quatre spécialistes des marchés des capitaux.

Uficio connaîtra une nouvelle impulsion

par Georges GRATTON

L'Union financière pour l'Industrie et le Commerce (Uficio), à la recherche, depuis sa création en novembre 74, d'un modus operandi susceptible de satisfaire les objectifs de ses deux partenaires, connaît sous peu une nouvelle impulsion.

Sans président depuis juillet 75, à la suite du départ de M. James McLaughlin, Uficio a franchi au cours des derniers jours une étape déterminante de sa jeune existence.

Assurant la direction depuis moins d'un an, M. Yves Cousineau, associé senior de la maison de courtage Brault, Guy O'Brien (BGO), remettrait cette semaine sa démission à la vice-présidence d'Uficio.

C'est ce que confirmait hier à LA PRESSE, M. Pierre Castonguay, président du conseil d'administration et responsable des activités d'Uficio auprès de la direction de la BCN.

M. Castonguay a par ailleurs révélé

à LA PRESSE, que le conseil d'administration allait se réunir au cours des prochains jours pour trouver au sein de la Banque et ou de ses filiales un remplaçant au vice-président démissionnaire.

Dès son incorporation en 1974, Uficio a éprouvé des difficultés quant à son orientation.

L'ancien vice-président de McLeod Young et Weir, M. James McLaughlin était choisi par la banque pour diriger les opérations d'Uficio. Il était secondé dans ses fonctions par M. Yves Cousineau qui occupait le poste de vice-président et qui représentait les intérêts de la maison de courtage.

L'Union financière pour l'Industrie et le Commerce est pour les deux associés, BCN et BGO une société de consultants financiers. La BCN considère sa participation comme une extension de ses propres services financiers.

Elle voudrait faire au sein d'Uficio ce qu'elle ne peut pas entreprendre à l'intérieur de la banque dont les activités sont régies par la loi fédérale des Banques.

Pour la maison de courtage, Uficio est l'extension normale de ses opérations de courtage qui ne sont à proprement parler qu'un rouage dans les multiples mécanismes financiers.

Les objectifs du courtier et du banquier concordent en principe et l'association était consacrée après plus de onze mois de discussions entre la BCN et BGO.

Mais dans la pratique les objectifs de l'un ne rencontrent pas la philosophie de l'autre.

Le président choisi par la BCN est d'abord tourné vers l'extérieur.

Offrir aux clients de la banque des services qu'ils ne peuvent trouver au sein de la BCN.

Uficio retient alors les services de

jeunes cadres extrêmement compétents qui pourront dorénavant garantir aux clients de la banque une consultation financière en matière de gestion, de fusions ou de regroupements d'entreprises, d'acquisitions et ou de ventes d'entreprises.

BGO, plus précisément M. Cousineau, ambitionne la même chose, désireux néanmoins d'utiliser les compétences regroupées dans Uficio avec un oeil sur l'extérieur ici et à l'étranger, favorisant ainsi une meilleure diversification.

Le départ de l'ancien courtier de chez McLeod en juillet 75 n'arrange rien puisque la banque décide d'attendre pour nommer un président.

M. Cousineau assume alors la direction d'Uficio, avec l'appui de la BCN, mais sans le titre de président.

La banque conserve ainsi dans les faits l'initiative des décisions importantes.

C'est la banque qui décidera finalement des destinées d'Uficio.

La Banque Canadienne Nationale dispose en fait d'une majorité des voix au conseil d'administration. C'est elle également qui a investi le plus de capital, soit 90 pour cent du montant souscrit au capital d'Uficio.

La BCN détient 6,500 actions ordinaires classe 'A' comportant un vote chacune, ce qui correspond exactement à 50 pour cent des droits de vote.

Ce faisant, la BCN respecte la lettre de la loi des banques qui stipule qu'une banque peut détenir jusqu'à 50 pour cent des actions votantes de n'importe quelle société, pourvu que le montant total détenu par la banque ne dépasse pas \$5 millions.

Cette réglementation avait été instituée en 1967 dans le but d'éviter que les banques à charte canadiennes contrôlent effectivement les entreprises

qu'elles appuient en dehors du champ bancaire traditionnel.

Dans la réalité, la BCN contrevient à l'esprit de la loi puisqu'elle possède davantage de votes que son partenaire BGO, qui en a seulement 6,440.

La maison de courtage détient en effet 2,970 actions ordinaires classe 'B' comportant deux droits de vote chacune et 500 actions classe 'A' (un droit de vote par action) pour un total de 6,440 voix. Pour éviter toute impasse au conseil d'administration les cadres de la BCN détiennent conjointement 30 actions classe 'B' leur conférant 60 droits de vote.

Chaque des actions a une valeur au pair de \$10, ce qui implique que BGO a investi au total un montant de \$34,700, les cadres de la BCN \$100 et la BCN \$365,000. Cette dernière a en effet contribué \$65,000 sous forme d'actions ordinaires classe 'A' ainsi qu'un montant de \$300,000 sous forme d'actions privilégiées (sans droit de vote).

BGO entreprend une nouvelle carrière

par Georges GRATTON

La maison de courtage Brault, Guy O'Brien entreprend une nouvelle carrière avec l'arrivée de nouveaux administrateurs qui ont carrément l'intention de redonner à la firme cette vigueur d'antan, du début des années 70.

C'est ce qu'a révélé M. Simon Sénécal, vice-président de BGO au cours d'une entrevue qu'il accordait à LA PRESSE.

M. Sénécal agit présentement à titre de président intérimaire de BGO en attendant que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario ait approuvé la réorganisation qu'envisage d'effectuer la nouvelle équipe.

Des qu'elle aura obtenu le feu vert, la firme de courtiers en valeurs mobilières prendra une nouvelle orientation sous la présidence de M. Robert Letellier, auparavant vice-président de la maison de courtage Grenier Ruel, spécialisés dans le domaine des obligations.

Outre le nouveau président, se joindront entre autres à la direction de BGO, MM. Yvon Renaud, notaire et

autrefois vice-doyen de la faculté de droit de l'Université de Montréal, Simon Sénécal et Yves Cousineau jusqu'à récemment vice-président d'Uficio, une filiale de la BCN.

"Nous allons entreprendre une réorganisation complète des activités de la firme dans le but précis de desservir une plus vaste clientèle, qui pourra bénéficier de nos compétences autant sur le marché des obligations que celui des actions", révèle M. Sénécal.

La maison de courtage ne conservera du passé que le nom, puisque la plupart des associés précédents ont maintenant quitté BGO. M. Claude Guy est maintenant vice-président d'une autre maison de courtage de Montréal, la firme Molson Rousseau, spécialisée dans le domaine des obligations.

M. Jean-Luc Lussier (à l'origine des participations de BGO avec la BCN au sein de Canagex et d'Uficio), qui entreprend lui-même une nouvelle carrière ayant accepté le poste de vice-président de York Lambton Corporation Limited.

M. Bill O'Brien, anciennement président de la firme O'Brien et Williams

et associé depuis 1974 à BGO, a pris sa retraite.

La maison de courtage qui s'était donné une structure à proprement parler institutionnelle au début des années 70 fait peu neuve. Le regroupement effectué en 74 avec la maison de courtage O'Brien et Williams a eu de lourdes conséquences qui ont occasionné le départ progressif de ceux qui avaient conjugué leurs talents et leurs efforts au service des plus importantes institutions financières du pays.

Loin de porter les fruits escomptés, l'intégration BGO-O'Brien et Williams seme la zizanie dans l'entreprise.

Sous l'impulsion de certains associés, particulièrement de M. Sénécal, la firme se ressaisit au début de 76 et décide d'effectuer une réorganisation complète.

"Nous allons certainement miser sur l'expérience acquise au service des institutions. Nous voulons surtout mettre à la disposition des individus, des particuliers, notre nouvelle expertise sur le marché des obligations qui sera effectivement utile à une clientèle plus diversifiée", de souligner M. Sénécal.

L'aciérie Atlas de Tracy pourra continuer à exporter aux USA

L'usine des Aciers Atlas, à Tracy, ne sera pas touchée par l'imposition hier de contingents sur les aciers spéciaux exportés aux Etats-Unis.

Selon un porte-parole de la compagnie, l'usine n'aura pas à réduire ses expéditions aux Etats-Unis et pourra même bénéficier de la reprise de la demande d'aciers spéciaux aux Etats-Unis au cours des trois prochaines années.

Toutefois, si cette reprise est très forte, l'usine de Tracy ne pourra en bénéficier pleinement, devant respecter les limites imposées par Washington.

L'usine de Tracy des Aciers Atlas est de loin le plus important fournisseur canadien de fer plat inoxydable laminé (stainless flat roll) aux Etats-Unis. Or ce type d'acier présente 75

pour cent des contingents imposés par Washington. Ainsi le Canada ne pourra vendre plus de 9,500 tonnes de fer plat aux Etats-Unis au cours des douze prochains mois.

Toutefois, l'usine de Tracy n'aura pas de difficultés à respecter cette limite puisqu'elle n'avait même pas réussi à vendre cette quantité d'acier l'année dernière.

Cette limite n'est en fait que de 200 tonnes inférieure aux ventes records de 9,700 tonnes réalisées par les Aciers Atlas en 1974.

Selon le porte-parole de la compagnie, l'usine de Tracy des Aciers Atlas ne sera donc aucunement gênée par l'imposition de ces contingents au cours des prochains mois.

Comme les limites seront réajustées

au cours des deux prochaines années, l'usine de Tracy pourra même bénéficier des augmentations de la demande des aciers spéciaux aux Etats-Unis.

La compagnie craint par contre que plusieurs fabricants européens et japonais d'aciers spéciaux, se voyant interdire une partie du marché américain par l'imposition de contingents, tentent d'écouler une plus grande partie de leur production au Canada.

Les aciéries canadiennes demandent donc qu'un programme de surveillance des importations d'aciers spéciaux au Canada soit institué par le gouvernement canadien.

Toutefois, Ottawa ne semble pas très préoccupé par la question actuellement. Le gouvernement fédéral n'a pas encore réagi à l'imposition de contingents par Washington.

UN MARCHÉ ACTIF



Vous souhaitez exploiter un nouveau marché alors découvrez Laval.

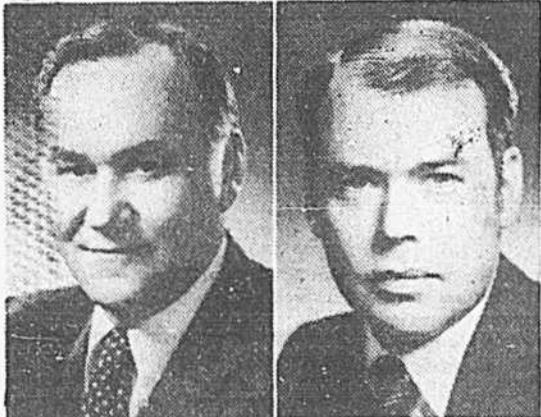
- 1) C'est un marché réel d'un million de personnes.
- 2) Le revenu familial moyen est un des plus élevés du Québec.
- 3) Un vaste réseau routier permet une circulation rapide.
- 4) Laval est situé entre deux (2) aéroports internationaux, Mirabel et Dorval.
- 5) Laval est en pleine expansion et vous offre des opportunités extraordinaires.

Si vous désirez plus d'information, communiquez avec M. Réal Gariépy à (514) 688-6221, poste 342, ou encore écrivez à l'attention du Commissaire au Développement Industriel et Commercial, 3 Place Laval, pièce 160, Laval, H7N 1A2.



L'AVENIR EST À LAVAL

CELANESE CANADA LIMITÉE AVIS DE NOMINATION



ALDE J. GAGNON PETER R. HOLLAND M. Bernard G. Côté, président et chef de la direction de Celanese Canada Limitée...

les obligations

Table of bonds with columns for date, yield, and price. Includes sections for 'Echangeables pour des obligations de 10% p.c. échéant le 15 dec. 1984' and 'SERVICES PUBLICS'.

dividendes

Table of dividends with columns for company name, amount, and date. Includes Canadian Pacific, Crush International, and Hamilton Trust.

COMPAGNIE D'ASSURANCES GUARDIAN DU CANADA ET COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE DE MONTREAL



N. CURTIS N. BAUER M. G. Alexander, président des deux compagnies, annonce de la part des administrateurs...

Un congrès dans la nature.

Si la détente et le repos sont pour vous des éléments importants de la réussite d'un congrès...



Mont Tremblant Lodge Mont-Tremblant, Québec Tel.: (819) 425-2711

DES LOYERS RAISONNABLES?

ça n'existe plus...MAIS SI!... Où? Dans un secteur idéal pour les affaires, au cœur de Montréal...

Edifice mherst 1010 EST, RUE SAINTE-CATHERINE la solution raisonnable tous courtiers protégés

fonds mutuels

Table of mutual funds with columns for fund name and value. Includes Amer Gh, Cdn Gas, and Cdn Sec.

NOMINATION ZENITH RADIO CORPORATION OF CANADA LTD.



BÉLAIR J. CAYER

John Mastrovito, Vice-Président-Gérant Général, Zenith Radio Corporation of Canada Ltd., Montréal, annonce avec plaisir la nomination de Bélair J. Cayer...

Né à Louiseville, P.Q., Monsieur Cayer gradua de l'Institut des "Frères des Ecoles Chrétiennes" à Louiseville...

fruits/légumes

PC - Prix payés au Marché central métropolitain pour les produits de première qualité. C'est tout ce qu'on peut offrir à l'industrie de l'agriculture du Québec.

A LA FONDATION BOUCHARD INC.



Michel Lavoie Parmi les membres de son Conseil d'administration, La Fondation Bouchard Inc. de La Pocatière est heureuse de compter maintenant Monsieur Michel Lavoie...

Fiducie du Québec le "Trust" des Caisses populaires. Dépôts garantis 10 1/2% 5 ans. Dépôt initial minimum \$5,000.

Vient de paraître

LA PUBLICITÉ QUÉBÉCOISE 595 succès • ses techniques • ses artisans. ...celle des "six millions" et de BCP. Les Éditions Héritage. En vente dans toutes les librairies.

Form for receiving 'La Publicité Québécoise' with fields for name, address, and postal code. Price: \$10.00.

place de ville BUREAUX PRESTIGIEUX À LOUER. Au cœur du centre-ville de Laval face à l'hôtel de ville. Occupation immédiate. 332-3738.

Le gouvernement du Canada vend 9 de ses avions préférés. Ces avions nous ont tous rendu d'énormes services et nous avons grand soin de chacun d'eux. Pour plus de renseignements, adressez-vous au bureau régional de la Corporation de disposition des biens de la Couronne...

comment s'y retrouver à la bourse

Le lecteur trouvera dans la première colonne des tableaux de cotes boursières le nom des compagnies publiques inscrites sur le parquet de la Bourse de Montréal, Toronto, New York, Américaine, de Vancouver et d'Alberta.

Le nombre d'options vendues pour novembre, février ou mai et le prix de l'option en cents canadiens (pour 110 ou 230) ou en dollars canadiens (pour 2 1/2 ou 5 1/2).

dépend lui-même verse pour chaque action sur une base trimestrielle (trim.) semestrielle (sem.) ou annuelle (ann.), la date du versement par la compagnie à ses actionnaires et la date à laquelle vous deviez être inscrit pour avoir droit au dividende.

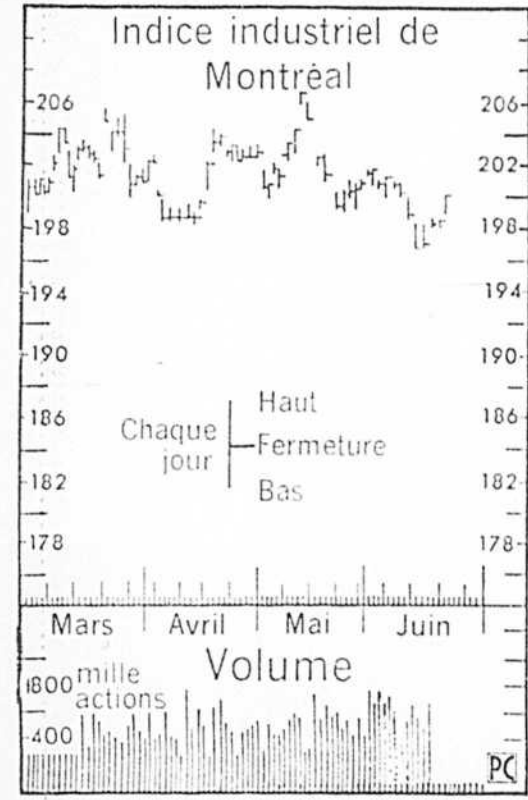
les faits saillants de la Bourse

Table with columns for Montreal, Toronto, and New York, listing volume, index, and various stock categories.

Table titled 'INDICES À LA BOURSE DE MONTREAL' showing various market indices and their values.

Table titled 'INDICES À LA BOURSE DE NEW YORK' showing various market indices and their values.

MONTREAL



Par La Presse Canadienne MONTREAL — Les cotes ont été mixtes, sur un marché modéré, lundi, à la Bourse de Montréal. Le virement à l'heure de fermeture atteignait 629,000 actions, à comparer à 513,400 vendredi.

Table listing various stocks and their prices, including Abitibi, Alcan, and others.

ALBERTA PAR LA PRESSE CANADIENNE Valeurs Ventes Haut Bas Ferm. net

denrées agricoles PC — Cours des denrées agricoles à Montréal par le ministère fédéral de l'Alimentation.

Table listing various stocks and their prices, including Alcan, Enbridge, and others.

TORONTO

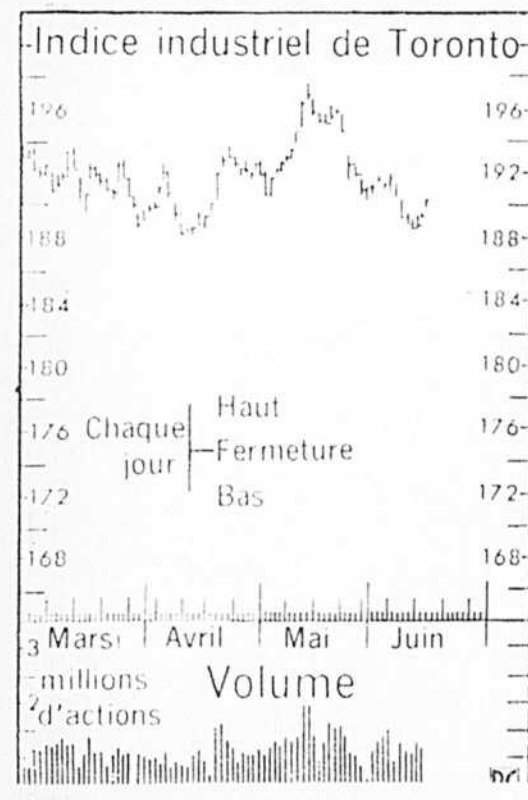


Table listing various stocks and their prices, including Alcan, Enbridge, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Alcan, Enbridge, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Alcan, Enbridge, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Alcan, Enbridge, and others.

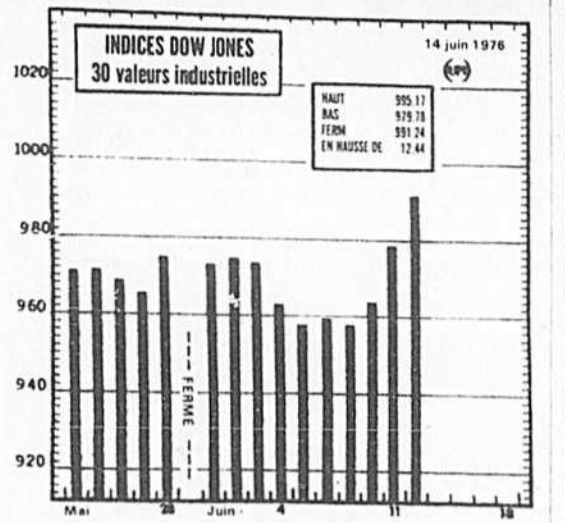
Table listing various stocks and their prices, including Alcan, Enbridge, and others.

par La Presse Canadienne TORONTO — La Bourse de Toronto affichait une allure nettement à la hausse, lundi. L'indice industriel a gagné 1 point à 190,35, celui des aurifères, 14 à 300,40, et celui des pétroles de l'Ouest, 46 à 240,36.



Le nouveau Détroit Les habitants de Windsor, en Ontario, regardent avec envie le nouveau centre ville de Detroit, qui s'élève juste en face de la ville canadienne. Le Renaissance Center est la première étape d'un plan de rénovation urbaine. Ce projet de \$337 millions est financé par un groupe privé formé de 51 entreprises.

NEW YORK



par AFP NEW YORK — Les cours ont de nouveau vivement progressé lundi à Wall Street, durant une séance active. L'indice des industrielles a clôturé sur une avance de 12 points et demi environ, qui s'ajoute à un gain de plus de 14 points vendredi dernier. La séance s'est ouverte sur une nette avance, qui s'est régulièrement consolidée tout au long de la journée. La reprise observée vendredi dernier a attiré de nombreux investisseurs lundi. Ce renouveau général d'intérêt pour Wall Street a été permis à l'origine par un tassement des taux d'intérêt à court terme, ainsi que par des pronostics optimistes formulés, la semaine dernière, par le conseiller économique de la Maison-Blanche, M. Alan Greenspan. La presque totalité de la cote termine en hausse. Parmi les meilleures performances, on cite les gains des aluminiums, lu Kaiser clôture à 37%, des pétroles, ou Phillips avance de plus de 1 à 62%, des aciers avec US-Steel en hausse de 1% à 55%, des compagnies aériennes, ou Pan Am américain gagne 1/2 de point à 5 1/2, et des ordinateurs, ou Burroughs à clôturer à 99 1/2, en hausse de 2 1/2. Le comportement des valeurs, à la Bourse de New York, peut se résumer ainsi: Lundi, 1123 gains, 366 reculs et 374 titres inchangés. Vendredi, 1051 gains, 384 reculs et 407 titres inchangés. Le volume de transactions a atteint 21.25 millions d'actions, soit son plus haut niveau depuis le 20 mai, quand le volume avait été de 22.56 millions d'actions. Au nombre des valeurs canadiennes qui ont couru à la Bourse de New York, Hiram Walker a monté de 1 1/2 à \$32 1/2, McIntyre 1 à \$39, Inco 3/4 à \$34 3/4, Seagrams 1/2 à \$26 1/2 et Alcan 3/4 à perdu 1/4 à \$29 1/2 et Canadian Pacific 3/4 à \$18 1/2.

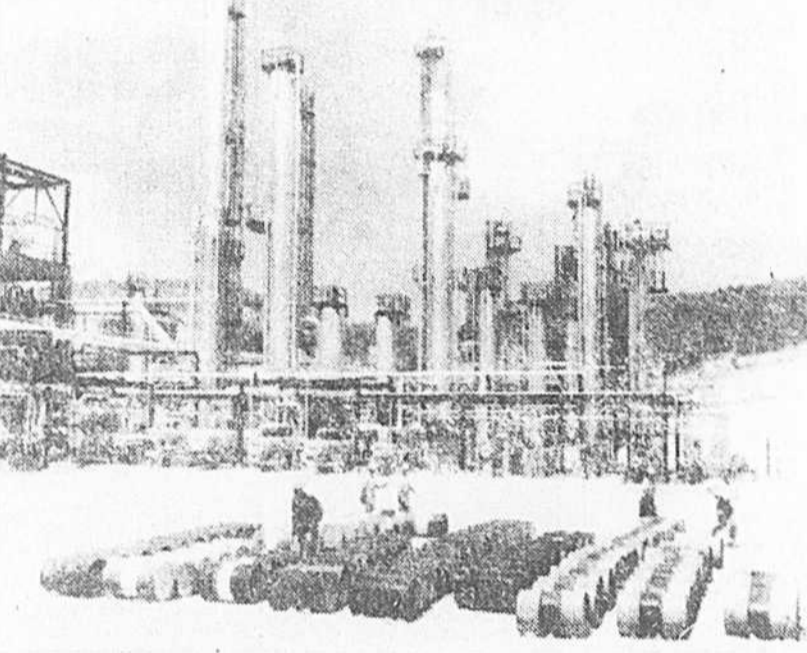
Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

marché des options - CHICAGO

Table of options market data for various companies, including columns for company name, price, and change.



Guerre aux monopoles Les fonctionnaires fédéraux américains mènent actuellement une campagne anti-trust contre les grandes compagnies pétrolières. S'ils réussissent, les huit plus importantes entreprises pétrolières seront divisées en un plus grand nombre de petites compagnies indépendantes.

les capitaux

par Clive BAXTER Financial Post News Service OTTAWA — Le cabinet fédéral met actuellement la dernière main au projet de loi qui modifiera la loi régissant Air Canada. Si les ministres parviennent à terminer leur travail en temps voulu, ils pourront présenter le projet de loi au Parlement avant les vacances d'été. Cela donnerait à chacun la possibilité de l'étudier soigneusement avant que commence le véritable débat. Le nouveau texte de loi porte uniquement sur la société d'aviation nationale, mais il a une portée beaucoup plus vaste. Il contient un nouveau modèle de règles que le gouvernement espère appliquer à toutes les sociétés de la couronne et aux autres sociétés que l'Etat possède en partie ou en totalité. En septembre ou en octobre, lorsque le Parlement reprendra ses travaux, le projet de loi tombera comme tous les autres restants de la session en cours. En suppo-

sant que le public n'y ait pas décelé d'erreurs graves, le bill sera représenté des l'ouverture de la nouvelle session. Le gouvernement se propose de présenter un second projet de loi, édictant les mêmes règles fondamentales mais s'appliquant cette fois-ci à toutes les entreprises d'Etat. Cette nouvelle réglementation donnera à la fois plus de latitude et moins de latitude aux sociétés d'Etat. La loi précisera ce que la compagnie sera autorisée à faire. Dans le cas d'Air Canada, par exemple, la compagnie pourra enfin acheter des entreprises ou de nouveaux services comme des hôtels, des agences de location de voitures, même des agences de voyage si elle le désire. Bénéfices La direction de la société devra se conformer à des directives précises comme, par exemple, pour réaliser des bénéfices, ou pour fournir un service public déterminé. Aux termes de la nou-

velle loi, il n'y aura plus d'instructions discrètes entre ministres et administrateurs de la compagnie. Il y aura d'autre part un contrôle financier plus rigoureux. Les dispositions financières de la société, et de toute filiale qu'elle contrôle devront être énoncées clairement. Parfois, dans les sociétés existantes, ces dispositions sont actuellement bien précises, mais dans d'autres tout est un peu assez vague. Si tout se passe comme prévu, à quelle société s'appliquera effectivement la loi? Seules deux sociétés tomberaient pas sous le coup de la nouvelle loi. Il s'agit de Radio-Canada et de la Banque du Canada. Il y a des raisons particulières à chacune d'elles de les maintenir sous des lois distinctes. Autres sociétés Quelles sont les autres sociétés? Il y a les plus communes, comme Air Canada, le Cana-

Ottawa met la dernière main au projet de loi modifiant ce qu'Air Canada peut faire

diens National, la Société des télécommunications transmanitiques, et Petro-Canada. D'autres en tout. Il y a ensuite ce qu'on appelle les organismes, comme l'Énergie atomique du Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique, et le Conseil des ports nationaux; ils sont au nombre de dix-huit également. Mais ces sociétés et organismes ont parfois eux aussi des filiales qu'il est difficile de déterminer. Il y a enfin les organismes ministériels, comme l'Office de soutien des prix du poisson, le Conseil national des recherches et la Direction de l'établissement du soldat. Ils sont au nombre de douze. Il ne faut pas oublier non plus les organismes qui n'entrent dans aucune catégorie particulière, comme l'Office du blé, la Société du Centre national des arts, et les sociétés de construction aéronautique que le gouvernement a achetées. Canadair et de Havilland. Citons enfin un grand nombre de sociétés que possède conjointement l'Etat fédéral, les provinces et des investisseurs privés aux termes de la loi relative au ministère de l'Expansion économique régionale, comme Multiplex Ltd. du Nouveau-Brunswick. Les autorités espèrent pouvoir en fournir bientôt une liste complète. Il y en aurait en tout plusieurs centaines. Etablir une nouvelle réglementation pour toutes celles-ci à temps pour les discours du trône ne sera pas une tâche facile. Entre temps, toutefois, tous les Canadiens qui travaillent pour ces entreprises de la Couronne auraient intérêt à bien étudier le projet de loi concernant Air Canada, car il pourrait avoir une grande influence sur leur avenir.

BRASILIA (AP) — L'économie brésilienne se met à amorcer un nouveau bond en avant, mais de l'avis des experts ses résultats prometteurs pour 1976 sont menacés par le rythme élevé de l'inflation et l'importance du déficit de la balance commerciale. Réflétant la crise économique mondiale, l'augmentation du produit national brut du Brésil n'a été que de quatre pour cent en 1975, alors qu'au cours des sept années précédentes elle avait atteint 10 pour cent en moyenne — un des chiffres les plus élevés du monde. C'est ce que l'on avait appelé le "miracle brésilien". D'après les statistiques officielles pour le premier trimestre de cette année, l'expansion a repris une allure soutenue. Par rapport au premier trimestre de 1975, la production de métaux a augmenté de 13 pour cent et celle du ciment de 17 pour cent. La consommation industrielle d'électricité, qui constitue un bon indicateur de l'activité économique, s'est accrue de 11 pour cent. Le niveau de la consommation en général a également enregistré une forte hausse. "L'optimisme règne, constate un banquier brésilien, les industries produisent et le commerce fait des affaires. Mais le pays cherche désespérément des dollars". Selon lui, le déficit du Brésil en dollars est dû aux importations de pétrole, qui ont drainé \$3 milliards l'an dernier. Selon les experts, les importations de pétrole coûteront cette année au Trésor brésilien \$4 milliards, soit environ un tiers des dépenses totales prévues pour les importations. "Nous ne pouvons continuer à payer ainsi", souligne le banquier. Il se dit persuadé que pour réduire sa dépendance envers le pétrole étranger, le Brésil parviendra à utiliser d'autres sources d'énergie comme l'hydro-électricité. Mesures "timides" Au cours des cinq premiers mois de 1976, le coût de la vie a augmenté de 21 pour cent selon les estimations officielles, alors que la hausse avait été de 31 pour cent pour toute l'année 1975. Le gouvernement essaye de ralentir l'inflation en limitant le crédit et la quantité d'argent en circulation — des mesures qui tendent à freiner la croissance économique — et en faisant pression sur les commerçants pour qu'ils ralentissent la hausse des prix de détail. A la question de savoir si de telles mesures pourront aboutir à contrôler l'inflation, le ministre brésilien des Finances, M. Mario Simonsen, a répondu: "Je ne le sais pas. Comment puis-je garantir que le prix des pommes de terre ne va pas monter?" Au Brésil, la plupart des prix ne sont pas officiellement contrôlés. Favorable à un marché libre, le gouvernement a été réticent à imposer un contrôle des prix sur les fruits et les légumes, qui ont pourtant augmenté de 103 pour cent au cours des cinq premiers mois de cette année. Le journal influent "O Estado de Sao Paulo" estime que la politique anti-inflationniste actuelle est trop

"timide", mais il ne préconise pas pour autant un contrôle strict des prix. Limitation des importations En revanche, la plupart des experts conviennent que le gouvernement n'a pas été timide en essayant de freiner les importations afin de réduire le déficit de la balance commerciale, qui a atteint l'an dernier \$3,5 milliards. Pour les cinq premiers mois de 1976, il s'est élevé à environ \$1,2 milliard. Pour diminuer le déficit, le gouvernement a pris des mesures imposant des dépôts élevés sans intérêt pour les importateurs de produits non essentiels. Les importations de produits de luxe ont été interdites, et les prix des produits pétroliers ont été multipliés pour décourager la consommation. Un nouveau décret exige des touristes brésiliens se rendant à l'étranger qu'ils acquittent un dépôt sans intérêt s'élevant à l'équivalent de \$1,000 par an. Cette mesure, contre laquelle on proteste les agences de voyage et les touristes de la classe moyenne, vise à réduire l'hémorragie de dollars déversés par les touristes, qui aggravent le déficit commercial. L'an dernier, les Brésiliens ont dépensé à l'étranger \$482 millions. Le déficit de la balance commerciale a été financé par des prêts et des investissements étrangers et par les réserves en devises de la Banque centrale. Ces réserves, qui atteignaient \$6,4 milliards, ne s'élevaient plus qu'à moins de \$4 milliards, et la dette étrangère est passée de \$12 milliards en 1973 à \$23 milliards.

à lire GORDON SECURITIES (Montreal) • Rapport-fores, Imperial Oil, Ltd., Ind. d'Industrie de l'uranium, Desjardins, Moore et Rio Alton, Moore et Rio Alton, 11 juin 1976. McLEOD, YOUNG, WEIR (Montreal) • Lettre de l'industrie de la monnaie, 11 juin 1976. RICHARDSON SECURITIES OF CANADA (Montreal) • La Banque de Montréal, juin 1976. WOODS GORDON (Montreal) • Bulletin économique avril 1976. WOODS GORDON (Montreal) • Marchés monétaires, 10 juin 1976. • Marché des obligations, 10 juin 1976. Ces études sont publiées en anglais et en français. Les abonnés peuvent se procurer ces études en français.

TORONTO suite de la page C6

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes.

AMERICAINE

Table of stock market data for American stocks, including columns for stock names, prices, and changes.

l'argent
Les courtiers londoniens ont haussé hier le prix de l'argent de 14 cent américains par rapport à l'ouverture de la veille.

MONTREAL: Handy et Harman's évaluait le prix de l'argent américain à \$4,83 l'once de Troyes.

l'or à terme
MARCHÉ DE WINNIPEG
Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la bourse de Winnipeg.

le dollar
MONTREAL: Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en hausse hier de 1-10 à \$1,9766 et la livre sterling de 18-25 à \$1,7315.

FIDUCIAIRES DE LA CITE ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL



Roger LAVOIE
Monsieur André Maréchal, o.c., président et chef de la direction de Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal Limitée, annonce l'élection de Messieurs Roger Lavoie et J. Noël Delorme aux postes d'administrateurs de la Compagnie.

Advertisement for 'Le Voile Galant' featuring a decorative border and text: 'Distinction de la Bonne Table par Holiday Magazine', 'Déjeuners d'affaires OUVERT LE DIMANCHE Stationnement gratuit 1425, rue Crescent 844-4155'.

NOMINATION CHEZ ÉLECTROLUX (CANADA) LIMITEE



M. Lionel Beland, président et directeur de l'exploitation de la société Electrolux (Canada) Limitée nous fait part de la nomination de M. A.N. Van Duynhoven au poste de vice-président de la fabrication et de son élection au Conseil d'Administration de ladite compagnie.

Advertisement for 'Crédit Foncier' with 'CORRECTIONS' and interest rates: 'Obligations de 5 ans 10 1/4%' and '10 1/2%'.

À VENDRE AUTO-MOTO-BATEAU-CISEAU-ETC...
Illustration of a child with a toy gun.

VOLVO '76
242—M
NOTRE PRIX: \$5,975
GAREAU MOTOR SALES INC.
10,175 rue Papineau Tel. 381-3987

ANNONCEZ-LES DANS LES PETITES ANNONCES DE la presse 285-7111

Nomination au CNTL



M. A. O. Desrosiers est nommé directeur général, Transports Husband, Ltée et Transports internationaux Husband (Ontario), Ltée. La nomination est annoncée par M. L.K. Ash, directeur général des entreprises de camionnage filiales du CNTL.

Advertisement for 'Lequel choisir?' featuring a telephone and the BEEPER logo. Text: 'Téléphone... ou BEEPER? Quand vous êtes en déplacement, vous n'avez pas le téléphone à portée de la main. On ne peut pas vous attendre si vous avez un appel urgent. Le temps perdu, c'est aussi de l'argent perdu. Le BEEPER vous apporte la réponse. Il vous appelle avec instance. Vous vous servez efficacement de l'appareil de gauche, lorsque le BEEPER a rempli sa mission. Vous serez plus satisfait, comme vos clients et vous en saurez plus... ce qui est mieux. Pour complément d'information, appeler: Appel À Jours 871-9967'.

Nomination au CNTL



M. Jean Moreau est nommé directeur de Transports Husband, Ltée pour le Québec. La nomination est annoncée par M. A.O. Desrosiers, directeur général. M. Moreau cumule le poste de directeur général adjoint, Transports Husband (Québec), Ltée, une compagnie locale de camionnage. M. Moreau œuvre dans le domaine des transports depuis de nombreuses années.

Large advertisement for 'LE FISC ET SES SECRETS' by Robert Pouliot. Text: 'Faire sa déclaration d'impôt, c'est presque facile lorsqu'on sait comment. C'est presque simple si on a prévu, l'année durant, les régimes fiscaux qui nous conviennent le mieux. C'est un jeu d'enfant, ou presque, lorsqu'on a lu "le FISC et ses secrets", une série d'articles très fouillés signés Robert Pouliot et publiés dans LA PRESSE. D'excellents articles maintenant reliés en format magazine plus pratique et que LA PRESSE est heureuse d'offrir à ses lecteurs. Nous vous offrons cette brochure pour la modique somme de \$1.00, frais de port inclus. Pour recevoir cette brochure, "Le FISC et ses secrets", remplissez le coupon ci-contre en l'accompagnant d'un chèque ou d'un mandat-poste (\$1.00 l'exemplaire) au nom de LA PRESSE Ltée. Pour toute commande de plus de 25 exemplaires, prière de communiquer avec le Centre de Documentation de LA PRESSE, 285-7007 ou 285-6978'.

Large advertisement for 'SECONAIR VEND DE L'AIR' by FEDDERS. Text: 'Chez Seconair, nous vendons de l'air! Plus précisément, nous climatisons et ventilons. De plus, nous sommes équipés pour assurer le service, une fois notre installation complétée. Si vous projetez d'améliorer votre confort, celui de vos clients et celui de vos employés, ou encore si vous envisagez des travaux d'expansion pour votre entreprise, confiez-nous l'installation de votre système de climatisation. C'est notre métier et nous le faisons bien. Nous sommes des spécialistes dans la climatisation commerciale et industrielle.' Includes image of a man looking thoughtful and a climate control unit.

L'industrie du meuble doit innover pour survivre

par Alain DUBUC
 Pour survivre à la concurrence étrangère, les fabricants québécois de meubles devront innover et sortir du stade artisanal a déclaré hier M. Pierre Shooner, sous-ministre adjoint au ministère québécois de l'Industrie et du Commerce, lors de l'inauguration du 30e Salon du meuble de Montréal.

Les exportations restaient stables en passant de \$16 millions à \$21 millions, les importations quadruplaient, en passant de \$26 à \$105 millions. D'un autre côté, la part de la production québécoise de meubles au Canada est passée de 41 à 35 pour cent.

Donnant un sévère avertissement aux fabricants québécois, M. Shooner a déclaré: "Nous, au ministère de l'Industrie et du Commerce, avons parfois l'impression que plusieurs de nos fabricants québécois n'ont pas su accorder une

importance suffisante aux bouleversements de l'environnement dans lequel leurs entreprises évoluent".
 L'industrie du meuble pourrait pourtant, selon lui, connaître un développement rapide. Des prévisions préliminaires du MIC permettent d'espérer une croissance très intéressante du marché pendant les dix prochaines années.

C'est pourquoi il est important pour M. Shooner d'analyser les facteurs qui peuvent être un frein au progrès de cette industrie. Pourquoi les consommateurs achètent-ils de plus en plus de meubles importés? Pourquoi sont-ils indifférents au meuble québécois?
 Selon lui, les fabricants de meubles québécois restent encore des "hommes de production", attachés à la mécanique, à la machinerie et à l'organisation. Mais il ne semble pas avoir su percevoir les transformations des goûts et des mentalités d'un public devenu plus averti et plus exigeant.

Dans ce cadre, le sous-ministre a posé à ces industriels des questions embarrassantes mais qui font appel à leur esprit d'initiative et à leur réputation d'excellence. "Comment vous, fabricants, avez-vous perçu et comment avez-vous traduit ces changements dans votre compagnie? Où avez-vous situé le consommateur? Avez-vous renouvelé vos produits, vos approches de marché, vos méthodes de gestion?"

M. Shooner a donc pressé les fabricants de meubles à réviser leur mode de gestion et de mise en marché. Leur entreprise, pour continuer à croître, exige une structure différente, des cadres spécialisés.

C'est pourquoi il a fortement conseillé à ces hommes d'affaires de doter leur entreprise de conseils d'administration, pour ainsi profiter des conseils d'avocats, de comptables, d'experts en marketing.

Une partie du personnel reprend le travail à l'usine Alcan de C.-B.

Selon Dow Jones
VANCOUVER—Une partie du personnel et des employés horaires ont repris le travail à l'aluminerie de l'Alcan à Kitimat, en Colombie-Britannique, a déclaré hier un porte-parole de la compagnie.

que 300 déjà en train de travailler.
 Samedi, la Gendarmerie royale du Canada a arrêté 32 membres du syndicat qui a déclenché la grève le 3 juin.

Le porte-parole a également précisé qu'Alcan avait demandé une injonction contre la ligne de piquetage symbolique établie par les membres de la Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium. Ce syndicat

québécois a déclenché une grève dans les trois alumineries de l'Alcan au Québec et a apporté son appui aux autres travailleurs de l'Alcan en grève en Colombie-Britannique.

Alcan étudie également la possibilité de poursuivre le syndicat de Kitimat pour les dommages causés par la grève.

Par ailleurs, les employés d'Alcan à Kingston, en Ontario, ont ratifié la nouvelle convention collective d'une durée de deux ans.

En outre, une nouvelle convention collective a été signée entre l'Alcan et ses employés de deux de ses usines en Jamaïque.

La situation s'est donc normalisée pour l'Alcan en Jamaïque puisqu'un accord était déjà intervenu fin de semaine dans une autre usine de l'Alcan qui était paralysée par une grève depuis le 10 mai.

carrières ET PROFESSIONS

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FACULTÉ de pharmacie

CHARGES DE FORMATION PRATIQUE EN PHARMACIE CLINIQUE

FONCTIONS:

- Participer à l'organisation et à la réalisation des stages d'enseignement clinique au sein des établissements de santé.
- Pratiquer la pharmacie clinique au sein d'un établissement de santé.
- Participer à l'enseignement pratique de la Pharmacie clinique.

QUALIFICATIONS:

Baccalauréat en Pharmacie et Diplôme en Pharmacie d'Hôpital ou l'équivalent; expérience pratique pertinente.

Les candidats doivent être prêts à suivre un ou plusieurs stages de formation pratique en Pharmacie clinique.

TRAITEMENT

Selon les qualifications du candidat et les normes en vigueur à l'Université de Montréal.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, avant le 22 juin 1976 à:

Monsieur le Doyen Julien Braun
 Faculté de pharmacie
 Université de Montréal
 Cse postale 6128 — Succursale A
 Montréal H3C 3J7

CONCOURS C-037576

Commission Scolaire Champlain
 (élémentaire seulement)

requiert les services d'un (e)
DIRECTEUR (TRICE)
 pour l'école anglophone de la commission

ATTRIBUTIONS:

- Sous l'autorité du directeur général, le directeur de l'école assume l'entière responsabilité de son école.
- Il organise son école du point de vue administratif, pédagogique, financier et matériel et assume la gestion du personnel des divers champs d'activités de l'école, conformément aux politiques et aux règlements de la commission.
- Il doit assumer des communications régulières et suivies à l'intérieur de son école, avec la commission et avec le milieu desservi par l'école.

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ:

- Autorisation personnelle permanente d'enseigner au Québec décernée par le ministre.
- Une formation exigeant au moins seize (16) années de scolarité.
- Une expérience de cinq (5) ans comme enseignant ou professionnel, dont au moins trois (3) ans comme enseignant.
- Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre technique et administratif.
- Une connaissance des deux langues officielles.

RÉMUNÉRATION:
 Selon la politique administrative et salariale du MEQ.

ENTRÉE EN FONCTION:
 1er juillet 1976.

INSCRIPTION:
 Faire parvenir curriculum vitae avant le 18 juin 16:30 en mentionnant le numéro de concours: C-037576

à: Directeur du Personnel
 Commission Scolaire Champlain
 17, boul. Gréber C.P. 8
 Pointe-Gatineau, Québec

LA PRESSE VOUS OFFRE

LE MEILLEUR CHOIX

DE CARRIÈRES ET

PROFESSIONS TOUS

LES JOURS DE

LA SEMAINE

DIRECTEUR LABORATOIRE D'ANALYSES

Prélevements - Air - Eau

Vos buts et vos ambitions équivalent aux nôtres.

Nous sommes une société canadienne dynamique, et nous offrons nos services à des manufactures domestiques et internationales. Nous avons présentement un poste vacant à la direction.

Le candidat doit être un chimiste senior ou un ingénieur-chimiste, lequel aurait une certaine expérience dans la surveillance de laboratoire et dans l'analyse de prélèvements d'air et d'eau. Le bilinguisme est essentiel.

Nous offrons un salaire d'après les capacités et le bon rendement du candidat choisi, ainsi que de nombreux avantages sociaux et des chances d'avancement. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à titre confidentiel au:

Directeur du personnel
 620, St-Jacques ouest, suite 510
 Montréal, Québec

DIRECTEUR FINANCIER

Une compagnie de services en pleine expansion, du secteur immobilier, recherche un comptable qualifié pour le siège social de Montréal.

Les candidats doivent être c.a., r.i.a. ou c.g.a. et bilingues; expérience dans un secteur connexe souhaitée.

Le candidat retenu assure la surveillance d'un grand service de comptabilité; ses responsabilités particulières porteront sur la préparation des états financiers mensuels, les analyses et les rapports financiers, la préparation et le contrôle des budgets généraux et d'exploitation. Le titulaire se chargera également de la surveillance, des méthodes en crédit et recouvrement; ses responsabilités, encore plus étendues, viseront un contrôle financier solide.

Le salaire sera en fonction de l'expérience; nous offrons, en plus, de généreux avantages sociaux.

Prière de présenter un curriculum complet:

La Presse, Réf.: 17393
 C.P. 6041, Succ. A
 Montréal H3C 3E3

CONTRÔLEUR

Notre client, manufacturier et distributeur des produits du bois, désire s'adjoindre les services d'un contrôleur.

Fonctions:
 Administration générale et financière, préparation d'états financiers mensuels; contrôle de la paye, des comptes clients et des comptes fournisseurs; analyse du système de prix de revient.

Exigences:
 Le candidat aura le sens de l'initiative et des responsabilités, et fera preuve de dynamisme. Il détiendra un diplôme d'une association comptable reconnue (r.i.a., c.g.a., c.a.). Il sera de préférence bilingue et possèdera quelques années d'expérience.

Lieu de travail:
 Le lieu de travail principal est situé à Pointe-Claire. Toutefois, le candidat aura à se déplacer régulièrement dans la région des Cantons de l'Est.

Offre:
 Salaire variable selon l'expérience; gamme complète d'avantages sociaux.

Faire parvenir curriculum vitae en mentionnant notre dossier 11-18114, à: Michelle Hardy, c.a., Maheu, Noiseux & Associés, 2 Complexe Desjardins, bureau 2600, Montréal, H5B 1E8

NOUS POUVONS VOUS FORMER POUR ACCÉDER A UN POSTE IMPORTANT DANS LA GESTION DU COMMERCE DE DÉTAIL!

Un commerce de détail en pleine expansion, exploitant des magasins dans tout le Canada, a des postes disponibles immédiatement dans son programme de formation à la gerance d'un magasin. Nos gerants de magasin gagnent entre \$13.000 et \$40.000 par an, et même davantage.

LA FORMATION:

- se fait sur place et comprend une série d'affectations, complétée par des séminaires et des conférences;
- suit un programme consigné par écrit;
- est un programme intensif de formation, suffisamment flexible pour qu'il puisse être adapté à l'habileté et à l'expérience individuelles;
- comprend des tests et des projets, en plus de l'expérience pratique.

VOUS VOUS QUALIFIEZ pour cette possibilité de formation unique si vous êtes diplômé d'une école secondaire ou diplôme tout dernièrement en administration du commerce, et si vous avez l'habileté et l'ambition d'accéder à un poste important dans le commerce de détail.

Les intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à:

LA PRESSE, Réf. 17288
 C.P. 6041, Succursale "A"
 Montréal H3C 3E3

Université du Québec à Montréal

RESPONSABLE DES PROGRAMMES D'ÉDUCATION PERMANENTE

Fonctions:
 Sous la direction du Directeur de l'éducation permanente, le candidat sera responsable de la planification, de l'organisation, de l'administration et de la mise en œuvre des programmes de formation continue. Il assurera la collaboration avec les établissements de formation plus spécialisée, il dirigera et dirigera les activités des langues dans le cadre des activités prévues par le Service de l'éducation permanente.

Exigences:
 Diplôme universitaire de premier cycle en éducation permanente.

Travail:
 Travail de bureau, heures normales de travail, 40 heures par semaine.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae à:

Secrétariat général
 avant le 21 juin 1976 à 17 heures
 bureau 7210
 Pavillon Louis-Joliet ou
 C.P. 8888, Succursale "A"
 H3C 3P8

Pour être quand même heureux de la vente d'un objet que vous aimez

LES PETITES ANNONCES
 285-7111

Maheu, Noiseux & Associés

comptables agréés

CONTREMAÎTRE

Nous avons un poste offert à un contremaître compétent et expérimenté pour les travaux d'entretien et d'installation de machines de traitement du caoutchouc, papier, revêtement de plancher et autres articles industriels.

Poste auprès d'une manufacture bien connue et longuement établie engagée dans la fabrication de matériel pour chaussures, revêtement de planchers et produits de caoutchouc pour les besoins industriels. Endroit: Sherbrooke, Cantons de l'Est.

Il est essentiel que les candidats puissent communiquer tant en français qu'en anglais.

Salaire établi selon l'expérience et la compétence. Veuillez adresser vos notes biographiques à:

F.G. LORD, directeur du personnel
 AMERICAN BILTRITE (Canada) Ltd.
 B.P. 310 Sherbrooke, Qué.

SPÉCIALISTE MÉTHODES, STANDARDS ET PRIX DE REVIENT

Pour usine de 150 employés située dans Laval, fabriquant des meubles métalliques. Poste offrant possibilités intéressantes pour l'avenir dans une organisation progressive.

Envoyer "curriculum vitae" à:

JEAN PHANEUF & ASSOCIÉS INC.
 750, boul. Laurentien, suite 120
 Ville Saint-Laurent

ou téléphoner à:

744-5495



photo Michel Gravel, LA PRESSE

Le chef de l'Opposition à Ottawa, Joe Clark, et sa femme Maureen McTeer (notre photo) ont annoncé hier qu'ils attendaient leur premier enfant en novembre prochain.

Un bébé pour Maureen McTeer

OTTAWA (PC) — Le chef de l'Opposition, M. Joe Clark, et son épouse, Mme Maureen McTeer, ont annoncé hier, qu'ils attendaient leur premier enfant au début du mois de novembre.

La nouvelle est contenue dans un communiqué d'une phrase publié par le bureau de M. Clark.

M. Clark, 37 ans, et Mme McTeer, 24 ans, se sont mariés le 30 juin 1973.

Ils ont travaillé ensemble à bâtir la carrière politique de M. Clark et celui-ci a été élu chef du Parti progressiste conservateur en février dernier.

Après que son mari eut accédé à la direction du parti, Mme McTeer a créé quelques remous dans les milieux mondains d'Ottawa en révélant qu'elle préférait porter son nom de jeune fille et en donnant librement son avis sur des sujets comme l'avortement.

Jusqu'à récemment, Mme McTeer était étudiante en droit à l'Université d'Ottawa. Toutefois, à cause du temps qu'elle a passé en campagne, avec son mari et loin de ses livres, elle a échoué à ses examens de troisième année de droit.

mon œil sur montréal

La Saint-Jean à Montréal-Nord

Le Comité des fêtes de la Saint-Jean de Montréal-Nord organise une série d'activités culturelles pour célébrer notre fête nationale. Les festivités commenceront dimanche prochain, le 20 juin, avec une représentation de "La Coupe Stainless", comédie musicale de Jean Barbeau mettant en vedette Monique Joly, Francine Ruel, Pierre Labelle, Yves Corbeil, Michel Forget et Claudette Auchu à l'orgue.

Le 21: spectacle de Clémence Desrosiers et Jean-Pierre Manseau.

Le 22: concert de la Philharmonie Métropolitaine.

Le 23: spectacle avec les groupes Contraction, Octobre et Offenbach.

Le 24: danse populaire avec la troupe folklorique Les Sortilèges, André Lejeune et l'équipe de "A la canadienne" ainsi que Ti-Blanc Richard. Feu d'artifice vers 21h30.

Protection des arbres

Le comité d'évaluation du programme Imperial Tobacco pour l'environnement vient d'accorder à l'Association canadienne du droit de l'environnement de Toronto une somme de \$2.500 afin qu'elle élabore un projet de règlement pouvant être proposé aux municipalités pour la protection des arbres. L'Association veut aussi publier une brochure contenant des renseignements de nature à encourager l'adoption de règlements municipaux pour la protection des arbres ainsi qu'à prendre des mesures pour assurer la préservation des espaces verts urbains.

Télécommunications

Teleglobe Canada annonce l'inauguration prochaine à Terre des Hommes d'une exposition sur les télécommunications internationales, logée dans un des pavillons thématiques de l'île Sainte-Hélène. Ce pavillon accordera une place de choix à l'histoire et à la diffusion des Jeux olympiques de Montréal à travers le monde. Les visiteurs pourront notamment voir sur des écrans géants, en direct, le déroulement des Jeux. Après la tenue des Jeux, on en repassera sur ces écrans les faits saillants tout au cours de l'été.

Teleglobe Canada, créée en 1950 sous le nom de Société canadienne des télécommunications transmarines, est une société de la Couronne responsable des télécommunications extérieures du Canada.

Terminologie

À l'occasion du premier colloque international de terminologie qui se tient à Paris, le Québec et le Canada participeront, par l'entremise de leurs ban-

ques de terminologie, à une première mondiale d'intercommunication entre pays francophones. Au cours de cette rencontre, une entente sera signée entre le Québec et la France dans le but d'établir une bibliographie de tout ce qui existe en matière de terminologie.

Collectes de sang

Des collectes de sang auront lieu demain, chez Steinberg, 5400, rue Hochelaga (cafétéria), de 8h30 à 16h30; à Lachine, chez Dominion Bridge, 555, rue Notre-Dame (cafétéria), de 9h à 11h30 et de 13h à 15h; à Sorel, hôtel de ville, 71, rue Charlotte, de 13h à 21h.

Les centres permanents de la Croix-Rouge à Montréal seront ouverts demain de 13h à 20h30, au 3131 est, rue Sherbrooke, et de 8h30 à 16h, au 2180 ouest, boulevard Dorchester.

EN VRAC

L'assemblée annuelle de la Fédération des caisses d'établissement du Québec aura lieu les 18 et 19 juin, à l'hôtel Holiday Inn Châteaubriand, 6500, Côte-de-Liesse, Montréal.

L'Association des chefs de services d'incendie tient actuellement son congrès à l'hôtel Sheraton-Mont-Royal. Les membres s'interrogent sur les causes du grand nombre d'incendies qui ont causé des pertes matérielles de quelque \$200 millions en 1974 et entraîné la mort de 185 personnes.

À l'occasion de son assemblée annuelle, l'Association des directrice de services bénévoles hospitaliers a élu son conseil d'administration comme suit: Mmes Fernande Robitaille, de l'hôpital Sainte-Justine, présidente; Georgette Touchette, de l'hôpital Notre-Dame, première vice-présidente; Carolyne Alexander, de l'hôpital Reddy Memorial, seconde vice-présidente; Janet Kroiter, de l'hôpital Douglas, secrétaire-archiviste; Marie Mailoux, de l'hôpital Reine-Marie pour anciens combattants, secrétaire-correspondante; Angèle Landry, de l'hôpital Le Gardeur, trésorière.

L'assemblée annuelle de l'Association canadienne de la tuberculose et des maladies respiratoires, ainsi que celle de la Canadian Thoracic Society et celle de la Nurses' Institute, se tiendra à Vancouver, du 21 au 23 juin.

Le consul général, commissaire du pavillon de la Suisse, et Mme Hans Baumgartner donneront une réception demain à Terre des Hommes, à l'occasion de l'ouverture du pavillon de la Suisse.

L'université Laval de Québec a remis un doctorat honorifique au juge

PAR DOLLARD PERREAU



Don de vie

Le ministre des Affaires sociales, M. Claude Forget (au centre) inaugurant la campagne "Un don de vie" qui se déroule à partir d'aujourd'hui jusqu'au 15 juillet, afin d'inciter les Québécois à faire don d'organes pour des greffes, après leur décès. La campagne est organisée par la Fondation canadienne des maladies du rein, section du Québec. Pour obtenir une carte de donneur d'organes, on peut s'adresser à la Fondation en écrivant au casier postal 1100 CDM, Montréal, ou en composant le numéro de téléphone 735-6555. Dans la photo, on reconnaît à gauche, le Dr Claude Beaudry, président de la campagne et à droite, M. Royer Bayard, président de la Fondation canadienne des maladies du rein.

Eugène Marquis, juge en chef associé de la Cour Supérieure de Québec, à l'occasion de la collation des grades ces jours derniers. Des doctorats honorifiques ont également été remis au professeur Donald J. LeRoy, chargé de recherches au Centre national de recherches du Canada, et à M. Alfred Rouleau, président de la Fédération des caisses populaires Desjardins.

L'assemblée générale annuelle de l'Association régionale de loisirs et de sports pour handicapés de l'île de Montréal et de l'île Jésus aura lieu vendredi prochain, le 18 juin, à 14h30, au 1800 ouest, boulevard Dorchester, local 212, 2e étage. Le président, M. Michel Patenaude, invite tous les organismes intéressés au secteur du loisir pour handicapés à assister à cette réunion. Les organismes intéressés à recevoir des renseignements additionnels sont priés de communiquer avec le secrétaire général, Mme Diane Chaver, 844-8473 poste 260.

Une foire estivale et un Stampede international auront lieu à Laval, du 12 au 22 août. Selon les organisateurs, le Stampede sera le deuxième en importance au Canada et le quatrième en Amérique du Nord. Des champions de rodéo du monde entier doivent y participer.

Une exposition intitulée "Se faire violence" sera présentée du 19 juin au 24 juillet, au restaurant Le Saint-Malo, 6605, rue Saint-Denis.

60 photographies du Michael Drummond et 33 transcriptions survidéo de Barry Seace seront exposées au Musée des Beaux-Arts de Montréal, du 16 juin au 25 juillet. Un vernissage pour les Amis du Musée a lieu cet après-midi, de 17 à 19h.

les rêves de ceux qui vivent leur vie en silence.

Plusieurs délégués canadiens participeront au mois de novembre prochain à la deuxième Conférence du Nord-Est canadien et américain sur la santé, à Boston, où l'on discutera de divers modes de coopération en vue d'améliorer l'état de santé des citoyens des provinces de l'Est du Canada et des États du nord-ouest des USA.

La Fondation Craven présentera une exposition de voitures anciennes au pavillon Promenade à Terre des Hommes (près du Lac des Cygnes). Dix voitures anciennes illustreront l'histoire de l'automobile.

CE SOIR

L'Association féminine d'éducation et d'action sociale, cercle Duvernay de Laval, tient son assemblée générale annuelle à 19h30, ce soir, à l'école Georges-Vanier, 3995, boulevard Lévesque, local 141.

La Société d'astronomie de Montréal présente une conférence de M. Raymond Pelletier sur "Les comportements de la lune", à la salle Léon-Provencher du Jardin botanique de Montréal, ce soir. Entrée libre. (254-1224).

M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce de Québec, sera le conférencier à une réunion de la Chambre de commerce de Saint-Bruno, au restaurant "Chez Raphael", à Saint-Bruno, à 19h, ce soir.

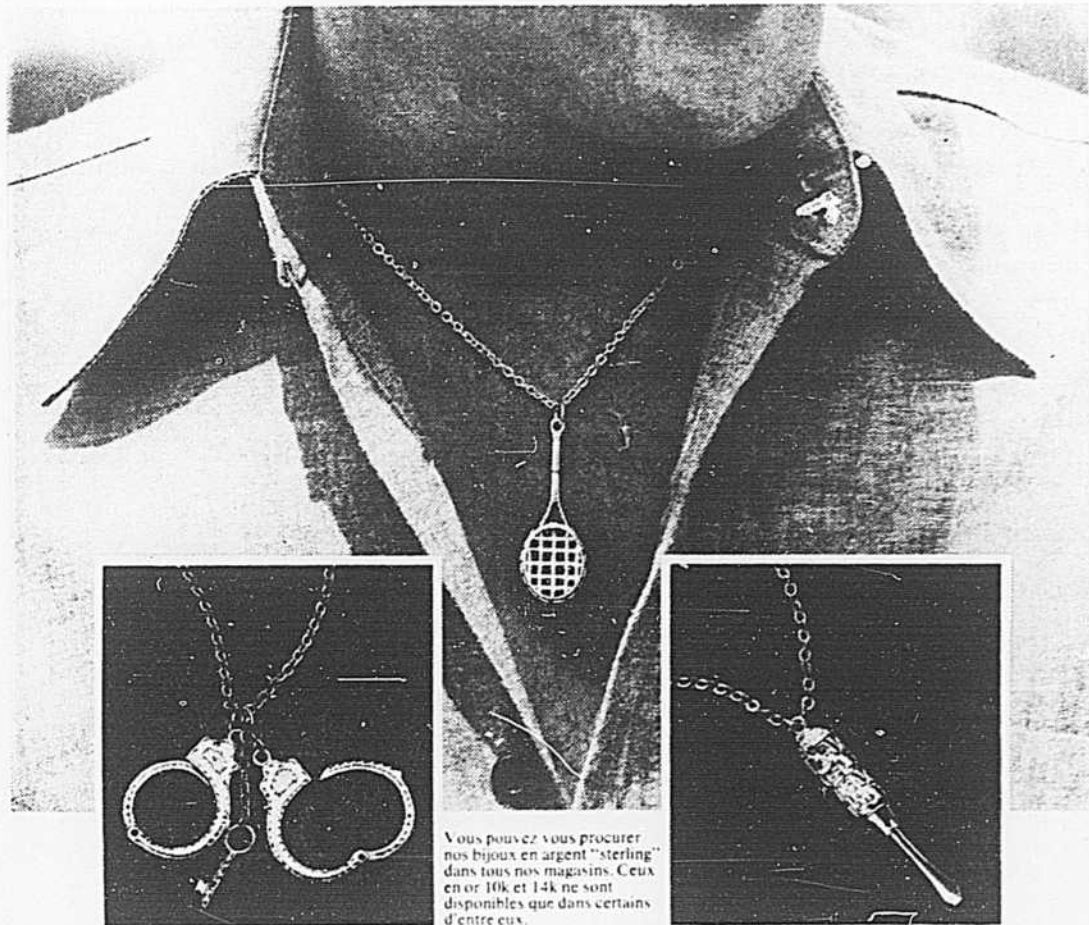
Des étudiants regroupés sous le nom de Théâtre Atout Enrg. présentent un festival théâtral, à 19h, ce soir, à l'école secondaire Saint-Maxime (auditorium), 3680, boulevard Lévesque, à Laval, dans le but de recueillir des fonds pour le financement d'un café étudiant qui sera ouvert à tous, en particulier aux handicapés sociaux. Le tout est sous les auspices d'un CLSC de Laval.

M. André Moreau, docteur en philosophie, donne une conférence intitulée: "Apprendre à mourir pour bien vivre", à 20h, ce soir, à l'auberge Richelieu, 505 est, rue Sherbrooke. Pour renseignements additionnels: 279-4808.

DEMAIN

"Sauvons Montréal" organise une visite commentée des secteurs Lincoln-Tupper Villages, demain; départ à 18h30 de l'angle sud-ouest des rues Sherbrooke et Guy. Cette visite se place dans le cadre d'une série de visites commentées en français et en anglais, en vue de permettre aux Montréalais de prendre conscience de leur patrimoine architectural et culturel.

Le Conseil régional de Montréal des cercles des jeunes naturalistes invite tous les amis de la nature à une conférence de M. Claude Lacroix sur l'ornithologie, à la salle Provencher du Jardin botanique de Montréal, à 19h15, demain soir. Le conférencier parlera notamment de l'initiation à l'observation des oiseaux et présentera des diapositives. Prix d'entrée: 50 cents. Pour renseignements additionnels: M. G. Simard, 381-4589, après 18h.



Vous pouvez vous procurer nos bijoux en argent "sterling" dans tous nos magasins. Ceux en or 10k et 14k ne sont disponibles que dans certains d'entre eux.

Un pendentif au goût de papa

Cherchez-vous un cadeau original, vraiment personnel?

Que diriez-vous de menottes miniatures qui fonctionnent réellement et possèdent même leur propre clef?

En argent "sterling" ou plaque argent \$75.00
En or jaune 10k (sans chaînette) \$250.00
En or jaune 14k (sans chaînette) \$350.00

Ou encore un raquette de tennis miniature dûment cordée?

En argent "sterling" ou plaque argent \$35.00
En or jaune 10k (sans chaînette) \$95.00
En or jaune 14k (sans chaînette) \$135.00

Préférez-vous un véritable tournevis avec meches interchangeables?

En argent "sterling" ou plaque argent \$60.00
En or jaune 10k (sans chaînette) \$190.00
En or jaune 14k (sans chaînette) \$275.00


Et notre choix ne s'arrête pas là. Nous avons aussi des pendentifs en forme de clef à molette ou de tee de golf.

Papa n'a pas tout. Pas encore.

Mappins

Quel que soit votre choix.

Vous trouverez un magasin Mappins dans les principales villes du Canada.



RABAIS GÉNÉRAL

de 10% à 33 1/3%

sur presque tout

dans tous les rayons

des 3 magasins Ogilvy

Centre-Ville • Fairview • Anjou •

OGILVY

Les techniciennes socio-familiales devant un dilemme

par Madeleine DUBUC

Nombreuses sont les femmes qui se sont inscrites depuis cinq ans à des cours de technique d'éducation familiale, bien disposées à se mettre, bénévolement ou pas, au service de ceux qui ont besoin d'être aidés moralement ou physiquement. Elles ont suivi des cours, elles ont obtenu diplômes ou certificats. En cours de route, l'idée du bénévolat s'est, chez quelques-unes, transformée.

Elles ont pensé que, comme leurs consœurs d'autres professions, elles pourraient éventuellement être rémunérées. Les autorités, semble-t-il, sont un peu perplexes devant cette nouvelle génération de femmes, motivées et efficaces, qui font concurrence directe aux diplômés plus jeunes des cégeps et des universités. C'est pourquoi un groupe d'entre elles ont décidé de se former en association, afin de faire valoir leur point de vue.

LA PRESSE a rencontré au cours de la semaine dernière la présidente de cette nouvelle association de techniciennes socio-familiales, Madame Denise Larouche, qui a expliqué d'abord les raisons qui l'ont poussée, avec d'autres, à suivre les cours de technique socio-familiales, les avantages humains et intellectuels qu'elles en ont retirés et les raisons qui ont en cours de route, changé leur attitude au sujet de la

rémunération ou la non-rémunération de leur travail.

C'est au cégep Marie-Victorin que se donnent les cours de technique en éducation familiale. Au départ, ces cours répondent à un besoin d'aider les désavantagés.

Dispensés à six différents endroits de la région métropolitaine, les cours comportaient au départ, deux ans d'études, 10 crédits en tout; par la suite, ils furent portés à trois ans d'études, 30 crédits en tout. Ils touchent toutes les formes d'éducation familiale et d'animation, allant de l'introduction à la vie politique à l'expression religieuse, aux loisirs, à la consommation, la sécurité sociale, l'information médicale et légale et visent à former des personnes "capables de promouvoir, d'organiser et de faire fonctionner des organismes familiaux et de s'intégrer à tout organisme dont le but est d'aider la famille".

Les critères d'admission sont toujours les mêmes depuis le début en 1971: être détenteur d'un diplôme de 11e année ou l'équivalent; avoir 20 ans et plus, posséder une certaine expérience de la vie et un intérêt marqué pour les questions familiales.

Toutes ces qualifications, Madame Larouche et deux de ses compagnes interviewées, mesdames Lafond-Gaudreau et Boisclair, de

Laval, les possédaient, en plus de leur expérience comme mères de famille et comme membres de mouvements où elles avaient travaillé bénévolement: projets PIL groupant les mères d'un quartier et leurs enfants, travail près des vieillards et des démunés, etc. "Pour nous, les cours de technique en éducation familiale, c'était un recyclage, nous dit madame Lafond-Gaudreau; c'était aussi une façon d'aider les démunés.

"Venant de milieux plutôt défavorisés, quelques-unes d'entre nous avaient déjà

des brevets d'infirmières ou de travailleuses sociales. Toutes, au départ, voulaient servir à quelque chose ou quelqu'un, et, majoritairement en faisant du bénévolat".

En cours de route, toutefois, les choses ont changé. Disposées au recyclage pour travailler bénévolement, la presque totalité de ces étudiantes du deuxième âge se sont retrouvées, par goût ou parce qu'on les a sollicitées, sur le marché du travail, à temps plein ou à temps partiel. Cent quarante-huit d'entre elles, francophones, sont

déjà à l'emploi de quelque organisation. Les quelques cent vingt anglophones, qui ont suivi les mêmes cours, elles, se butent à un obstacle qu'elles n'avaient pas prévu au départ: au Québec, on exige que les fonctionnaires soient bilingues et elles ne le sont pas toutes, ce qui ne manque pas de faire sourire les consœurs de langue française, qui possèdent pour la plupart la langue seconde.

"Les années qui viennent vont voir de plus en plus de finissantes de ces cours d'animation familiale céder à l'attrait du gain supplémentaire revalorisateur, et je crois que le gouvernement commence à s'affoler, souligne madame Larouche.

"Je présume, continue-t-elle, que nous devons rentrer en compétition directe avec les finissantes de cégep en techniques d'animation, parce qu'on nous demande maintenant d'ajouter un an d'études aux trois années que nous venons de terminer, ce qui nous donnerait le titre de technicienne en animation sociale (TAS).

"Nous ne sommes pas d'accord. Nous pensons qu'avec notre expérience initiale, avec nos trois années d'études, nous sommes prêtes à travailler sans autres années supplémentaires. Il va donc falloir trouver un terrain d'entente."

Ce terrain d'entente, la nouvelle association de techniciennes socio-familiales du



photo J.Y. Letourneau, LA PRESSE
Mme Denise Larouche, présidente de l'Association des techniciennes socio-familiales du Québec.

MÉDECINE & D'AUJOURD'HUI

La schizophrénie, une maladie mieux connue

On a souvent dit qu'une jeune personne atteinte de schizophrénie ne peut revenir entièrement à une vie normale. Ce jugement pessimiste face à cette maladie mentale n'est heureusement plus aussi rigoureux.

De plus en plus, les travailleurs de la santé reconnaissent que les maladies psychiques ne sont pas si différentes des maladies physiques. On découvre progressivement que la nature chimique et physiologique de la maladie mentale ainsi que des agents pharmaceutiques jouent un rôle important dans l'évolution de la maladie.

Les exemples probalement les plus visibles de cette interaction sont les effets de multiples médicaments — tranquillisants, anti-dépressifs ou euphorisants — qui ont envahi le marché depuis une dizaine d'années, et qui ont provoqué une petite révolu-

tion dans le traitement des maladies mentales.

Malheureusement, plusieurs psychiatres se fient

à des médicaments, négligeant l'aspect traitement humain et personnel qui demeure essentiel dans la lutte contre les maladies mentales. Il faut que le médecin écoute ce que le malade tente de lui dire de lui-même.

Les spécialistes des maladies mentales ont observé qu'un médicament "euphorisant" comme l'amphétamine peut, si consommé en doses massives, provoquer une psychose très semblable à la schizophrénie. On sait aussi que depuis les années '50 les tranquillisants de la famille des phénothiazines peuvent faire disparaître les hallucinations, et cette perte de conscience de soi bien caractéristique de la schizophrénie.

Sortez de l'ordinaire!
venez chez
DUPUIS

LE SOLEIL
SUR LA PEAU

Biotherm
au plancton thermal
MOLITG LES BAINS



"Biotherm": a conçu une gamme de produits solaires au PLANCTON THERMAL qui permet à la peau de profiter des vertus bienfaisantes du soleil tout en la mettant à l'abri des effets nocifs de ses radiations.

A) CRÈME SOLAIRE PROGRESSIVE recommandée pour les peaux délicates ou fatiguées. Elle favorise un bronzage progressif et doré. Tube de 62 ml **5.50**

B) ANTIRIDES SOLAIRE pour bronzer en prévenant les rides. Elle prévient l'action déshydratante de l'air et du soleil. Pot de 33 ml **8.60**

C) CRÈME HYDROTHERMALE spécialement conçue pour les peaux déshydratées, sèches ou grasses. C'est une crème de plein air recommandée en tout temps. Tube de 1.7 l **7.75**

OFFRE CADEAU
avec tout achat de 10.50 et plus de produits Biotherm vous recevrez un sac de toile de couleur orange et brun.
Centre-ville seulement (240) 842-5151

RENCONTREZ
MADAME FRANCINE LEPAILLER
à notre comptoir Biotherm du 16 au 19 juin. Elle saura vous conseiller sur ces merveilleux produits de beauté.

MAMBO

bat la mesure!
Un nouveau rythme de féminité.

Style 8563
Style 6563
Style 463
Style 7565
Style 493
Style 483

La NOUVELLE ligne de **GRENIER**

CLIMATISEUR CENTRAL
A PARTIR DE **\$899**

Entièrement installé dans une maison moyenne, de 3 chambres à coucher. Les appareils plus gros sont offerts à rabais similaires.

Nos conditions: comptant seulement

RADIATION ENGINEERING DU CANADA
"Les experts en climatisation"

4810 ouest, rue Jean-Talon, coin Victoria 731-7638
Jeudi, vendredi de 9h à 8h — samedi de 9h à 1h — autres jours de 9h à 6h

Jour de la vie... à l'Impérial

C'est ce que vous aurez le loisir de vous permettre dans ce luxueux immeuble résidentiel en copropriété ou tout est agrément. Inutile d'ajouter que l'Impérial est à deux pas des attraits du centre-ville.

A l'Impérial, votre suite air-climatisée est un solide placement qui peut aider à surmonter les problèmes de l'inflation. Choix d'appartements: 3 1/2, 4 1/2 et 5 1/2 pièces.

Pour de plus amples renseignements au sujet de l'Impérial, entrez en contact avec les conseillers en condominium du Trust Royal, au 932-1112. On vous y aidera à faire un choix judicieux.

L'Impérial
Immeuble en copropriété
3445, rue Drummond
Montréal

Trust Royal
Conseillers en condominium:
Mmes Claudette Litoges
Louise Voelsano

LA LOI ET VOUS

de biens. Elle trouve que son mari administre bizarrement ses affaires. Néanmoins elle ne veut pas divorcer ni se séparer de corps. A-t-elle un recours?

Réponse: Le Code Civil prévoit une procédure qui s'appelle la séparation des biens judiciaire. La femme peut la demander au juge lorsque ses intérêts sont mis en péril ou que le mari l'abandonne et qu'elle est forcée de pourvoir seule aux besoins de la famille. Dans ce second cas, il faut avouer que la séparation de corps, qui entraîne la séparation de biens, est la procédure à laquelle on recourt le plus souvent.

Les signataires de cette chronique se feront un plaisir de recevoir toutes vos questions concernant LA LOI ET VOUS, que vous pouvez adresser à:

—LA LOI ET VOUS—
Micheline Parizeau-Popovici et Adrian Popovici,
A-S: La Presse,
7, rue St-Jacques,
Montréal, P.Q.

Question: Camilien, en 1963, a dû s'éloigner de son domicile pour des raisons professionnelles. Il a alors donné à sa femme une procuration universelle et illimitée signée devant notaire. Jusqu'en 1973, il n'y a pas eu de problème. Sauf que depuis, son épouse prend toutes sortes d'initiatives comme prendre son chèque de paye chez son employeur avant lui, Camilien en a assez. Il a tout bonnement demandé à son épouse de lui remettre la procuration pour qu'il puisse la détruire. Elle refuse carrément. Que faire?

Réponse: Voilà une situation pour le moins inusitée et qui prouve qu'il est bon de s'informer un peu sur la loi. Ce que Camilien a fait, c'est tout simplement donner un mandat à sa femme. Camilien peut révoquer ce mandat en tout temps. Il est clair qu'il a révoqué — c'est-à-dire annulé — ce mandat. Il n'est pas nécessaire pour lui de retourner devant un notaire ou d'aller devant le tribunal. Il suffit d'écrire une lettre à son employeur et à toutes les personnes (comme les banques, par exemple) avec lesquelles sa femme fait affaires en son nom. Que Camilien reprenne immédiatement ses affaires personnelles en main.

Question: Marie-Antoinette est mariée depuis 1961, sous le régime de la communauté

MAIGRIR

Weight Watchers* vous fait remonter le courant.

WEIGHT WATCHERS*

Faites le plongeon nécessaire... rejoignez une classe de Weight Watchers le mardi ou le jeudi.

FAIRVIEW
CENTRE D'ACHATS (Auditorium)
Jeudi 7 h p.m.

VERDUN
3982, rue Wellington coin de l'Eglise
Lundi et mercredi 8 h p.m.
Mardi 1 h p.m.

ON PARLE, ON ECOUTE ET LE PROGRAMME RÉUSSIT
• HOMMES — FEMMES — ENFANTS
MONTREAL 727-3788
POUR UN MESSAGE D'ENCOURAGEMENT 488-0561

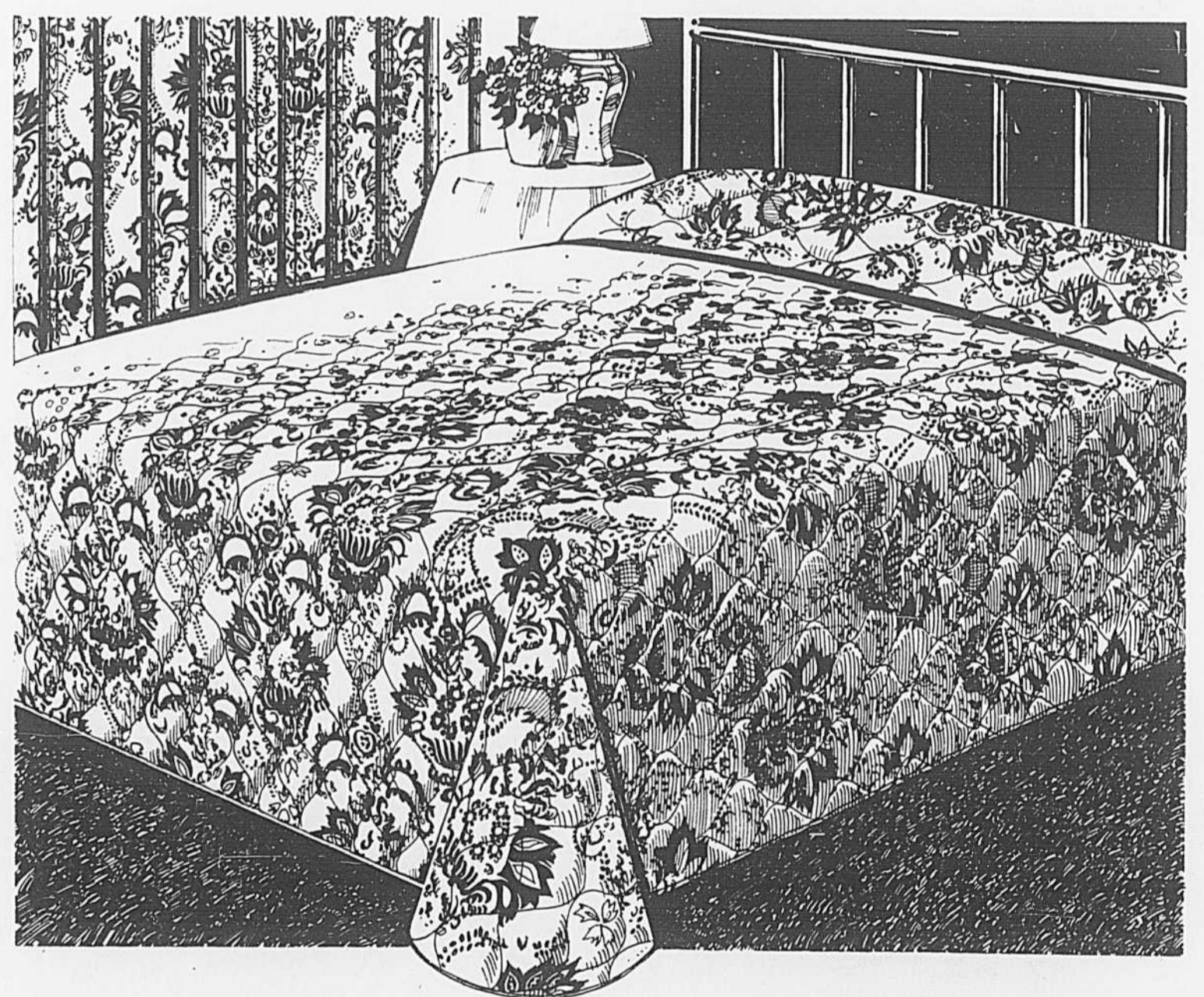
Madame Marilyn Reich
Directrice de région

• AUCUN CONTRAT
• FRAIS D'INSCRIPTION \$4
• CLASSE HEBDOMADAIRE \$3

WEIGHT WATCHERS*

*Weight Watchers International Inc., 1514, Propriétaires des Marques Déposées
Weight Watchers du Québec Ltée, dont l'usage est enregistré. Tous droits réservés.

Sears Economisez \$10
Couvre-lit de style jeté entièrement matelassé Perma-Prest pour entretien facile



Simpsons

ALLOCATION-ÉCHANGE

allocation de \$12 à l'achat d'une nouvelle perruque, modèle '76

valant **\$30 et plus**

Votre perruque est défranchie! Alors, apportez-la chez Simpson's, et nous vous allouons \$12 à l'achat d'un de nos nouveaux modèles '76 valant \$30 et plus!

Une occasion à ne pas manquer... n'est-ce pas! En plus de ce rabais intéressant, vous apprécierez une coiffure toujours élégante et impeccable! Fines les courses chez le coiffeur après le bain ou une partie de tennis! N'hésitez pas... venez vite chez Simpson's!

Offre en vigueur pour 2 semaines seulement du 16 juin au 30 juin aux 4 magasins Simpson's

Rayon 711 au troisième. Aussi à Fairview - aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval

Pour achat en personne seulement

«New Regal»

Confection en coton et polyester. Jetés matelassés sur toute la surface sur bourre stabilisée en polyester, envers polypropylène. Choix de couleurs brun / or, bleu horizon et rose fraise. 24R015 700B

Rég. 29.98

Téléshopping* 333-5811

SEARS-COUVRE-LIT, RAYON 24

Aussi disponible
Tentures assorties.
Tête plus pincés.
Doublées mousse.

19⁹⁸ ch.
Lit 39" ou 54"

Même tissu et couleurs que le couvre-lit. Crochets	75 x 63	29.98	paire
	75 x 84	37.98	paire
	100 x 84	49.98	paire

Simpsons-Sears Ltée

PLACE VERTU
Côte Vertu & Cavendish
VILLE ST-LAURENT

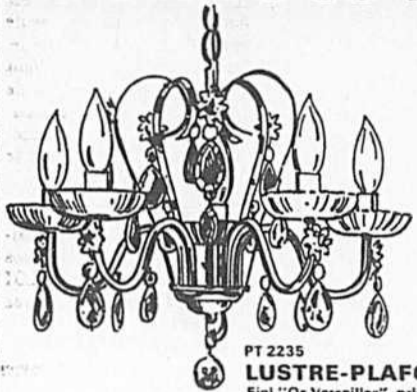
Sears
1234 56789
MME MENAGERE MODERNE
Satisfaction ou Remboursement

MAIL CHAMPLAIN
Taschereau et Lapinière
BROSSARD

16, 17, 18, 19 juin

Éclairages. PRIX

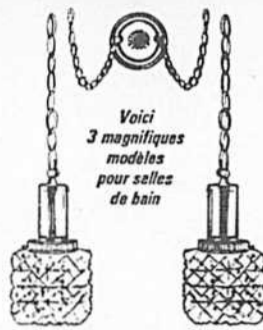
POUR TOUS LES DÉCORS! POUR TOUS LES BUDGETS!



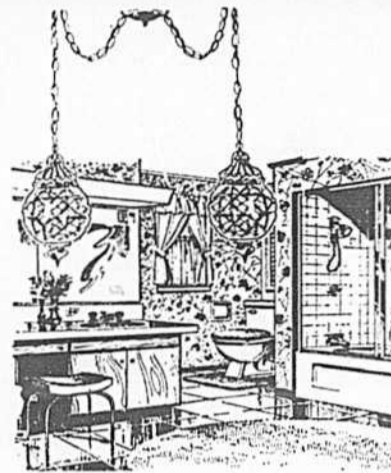
PT 2235 LUSTRE-PLAFOND
Fini "Or Versailles", prisme en cristal moulé pour 5 lumières candelabres. Hauteur: 17". Diamètre: 17 1/2".
PRIX CLOVIS \$35⁵⁰



PT 2015 LUSTRE-PLAFOND
Fini "Or Versailles", prisme cristal moulé pour 6 lumières candelabres. Hauteur: 17". Diamètre: 20".
PRIX CLOVIS \$40⁵⁰



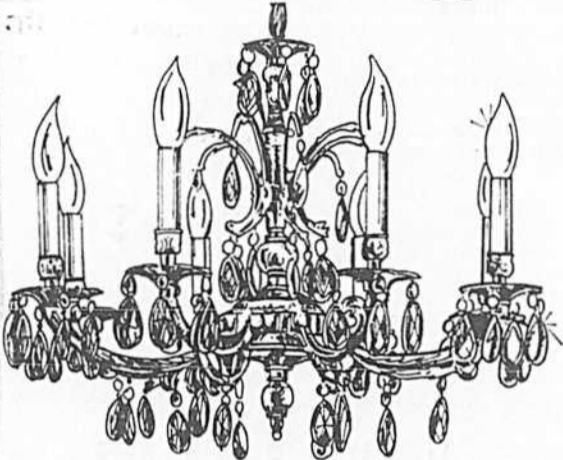
PT 6302 PENDANT DOUBLE
A chaîne, globes en cristal moulés sous pression. Métal fini chrome idéal pour salle de bain.
PRIX CLOVIS \$29²⁰



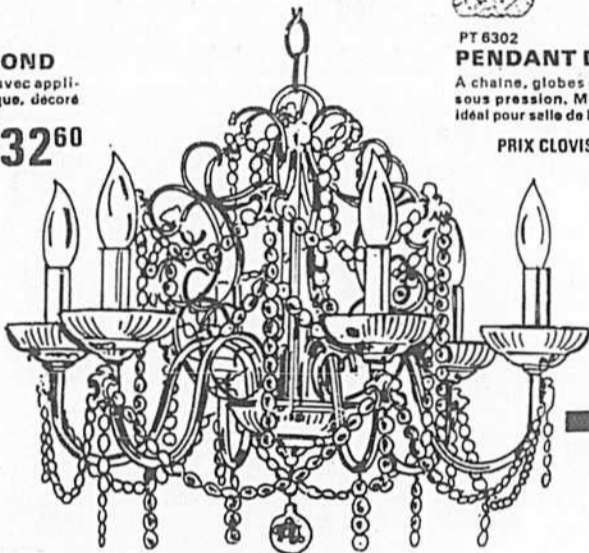
PT 4342 PENDANT DOUBLE À CHAÎNE
Métal laiton antique, globes en cristal moulé sous pression. Idéal pour salle de bain.
PRIX CLOVIS \$59³⁵



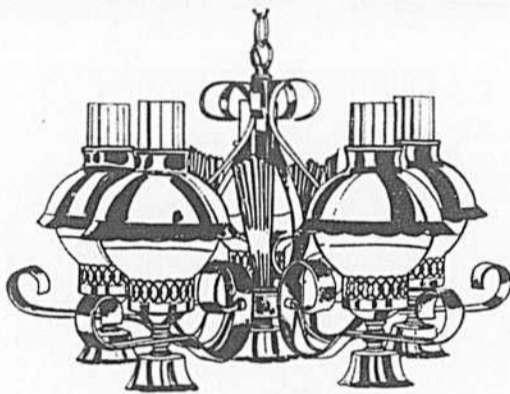
PT 3832 PENDANT DOUBLE
A chaîne, globes en cristal genre optique. Métal fini or "Versailles", idéal pour salle de bain.
PRIX CLOVIS \$55²⁰



B 512 LUSTRE IMPORTÉ D'EUROPE
Métal fini antique, larmes de cristal pour 8 lumières, double candelabre. Diam. 22". Hauteur 20". Longueur totale 36".
PRIX CLOVIS \$103¹⁵



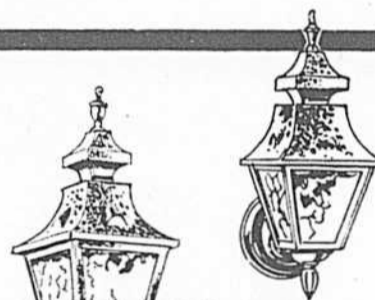
PT 5425 LUSTRE COLONIAL
5 lumières métal fini fer forgé et cuivre antique. Hauteur 15" diam. 23".
PRIX CLOVIS \$132⁶⁰



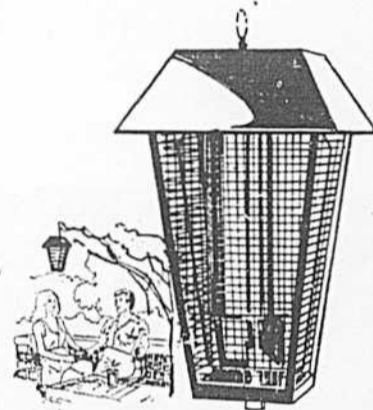
PT 1219 LUSTRE MODERNE À 5 LUMIÈRES
métal fini chrome. Globe ombragé blanc. Hauteur 14", diamètre 20".
PRIX CLOVIS \$109⁷⁰



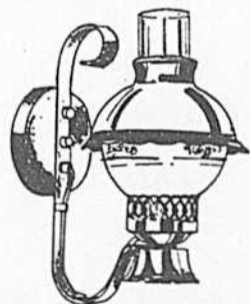
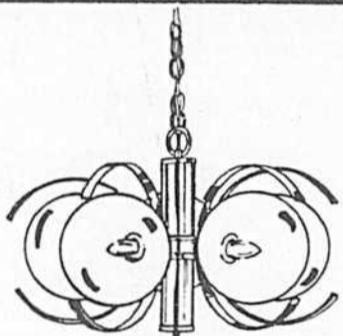
C 3842 APPLIQUE MURALE EXTÉRIEURE
en aluminium coulé fini suédois. Hauteur 24 1/2".
PRIX CLOVIS \$44⁹⁰



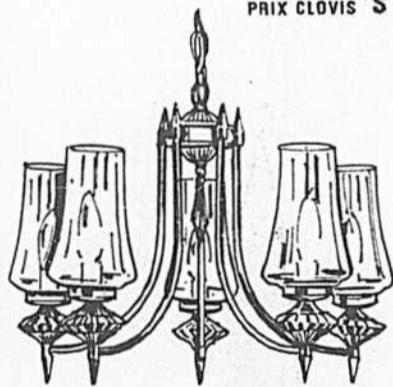
C 3841 APPLIQUE MURALE EXTÉRIEURE
Hauteur totale 15 1/2", en aluminium coulé fini suédois.
PRIX CLOVIS \$26⁸⁰



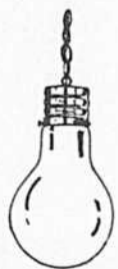
BK 5000 PIÈGE ÉLECTRONIQUE À INSECTES
Pour une vie en plein air plus confortable. Pour un contrôle plus efficace des insectes. Pour une opération saine et propre.
PRIX CLOVIS \$139⁹⁵



PT 5420 APPLIQUE MURALE COLONIALE
Métal fini fer forgé et cuivre antique.
PRIX CLOVIS \$28⁶⁰



PT 4225 LUSTRE À 5 LUMIÈRES
Métal fini laiton antique. Globe ambre lustré. Hauteur 15", diamètre 20".
PRIX CLOVIS \$72³⁵



PT 1910 PENDANT SIMPLE
Verre opaque blanc, métal fini chrome pour une ampoule 100 W. Hauteur 15", diamètre 8".
PRIX CLOVIS \$19⁹⁰



PT 3841 PENDANT SIMPLE
Style provincial français. Globe blanc décoré or. Métal fini or Versailles.
PRIX CLOVIS \$22⁷⁰



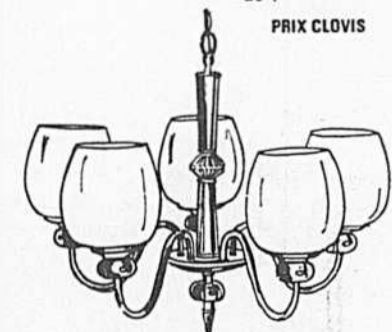
ACTIVIST II
Couleurs: rouge, os, noir, jaune, bleu. Tout usage tout avantage * bras directionnel articulé * crochet 4 façons pour usage polyvalent * résistante construction tout métal * design très actuel * Luxo.
PRIX CLOVIS \$16⁹⁵

1063 LAMPE TYPE ACCORDÉON
applique chromée, abat-jour chrome et noir.
PRIX CLOVIS \$22⁵⁰

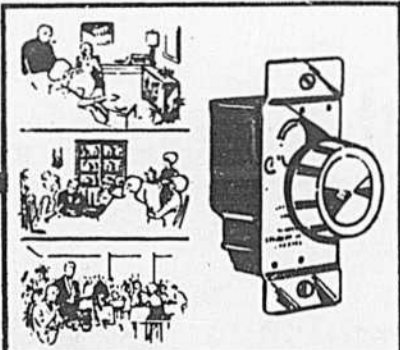
1061 - F - BRAS RÉGLABLE
noir et chrome 60" de haut simple.
PRIX CLOVIS \$36⁹⁵

LUXO Modèle LIL-6 — Version miniature de la fameuse lampe LUXO. Éclairage de grande intensité. Longueur totale des bras 24 po. Couleurs rouge, noir, blanc ou jaune.
PRIX CLOVIS \$24⁹⁵

1060 - LAMPE DE BUREAU SIMPLE à bras chromés socle noir, interrupteur sur le fil.
PRIX CLOVIS \$28⁹⁵



PT 4025 LUSTRE CONTEMPORAIN
Verre blanc mat. Bois teint noyer, métal fini laiton. Hauteur 32", diamètre 20".
PRIX CLOVIS \$45³⁵



6681 RÉDUCTEUR D'ÉCLAIRAGE À POUSSOIR
Unipolaire à plein rendement. Capacité de 600 watts 120 V.C.A. Pour lampes incandescentes seulement.
PRIX CLOVIS \$5⁹⁵

6924, rue SAINT-HUBERT
276-2621
1126 est, avenue du MONT-ROYAL
527-1261
5001, rue WELLINGTON
766-4333

CLOVIS

LTEÉ

La Suède se prépare au mariage royal

Enrayez les démangeaisons tenaces

- Les démangeaisons causées par la peau sèche
- Les démangeaisons rectales et vaginales
- Les piqûres d'insectes et les coups de soleil
- Les irritations et éruptions cutanées

Obtenez un soulagement rapide et durable des démangeaisons tenaces grâce à la crème médicamenteuse LANACANE. Les médecins savent que la formule éprouvée de LANACANE agit à enlever rapidement les démangeaisons. Ensuite, LANACANE apaise les irritations cutanées et prévient les infections en combattant les bactéries. LANACANE — la crème médicamenteuse efficace — apaise toutes sortes de démangeaisons.



STOCKHOLM (A.F.P.) — Stockholm est tout aux préparatifs de l'événement historique qui se déroulera le 19 juin: le mariage du roi Charles XVI Gustave avec Mlle Silvia Sommerlath.

Les noces d'un souverain régnant ne sont en effet pas très fréquentes en Suède. Les dernières eurent lieu en 1797, année où Gustave IV Adolf épousa Fredrika de

Bade, dix ans avant d'être détrôné. Depuis, tous les rois de Suède s'étaient mariés avant d'accéder au trône.

Dans un pays qui gouverne depuis quarante-quatre ans les socialistes, en principe républicains, la population reste largement fidèle aux traditions monarchistes. Toute la publicité faite autour du mariage du jeune roi — Charles XVI Gustave

qui vient de fêter son trentième anniversaire il y a un mois — et de la future reine Silvia a sans aucun doute favorisé un renforcement de l'opinion royaliste.

Les tenants de la monarchie pourront en tout cas être satisfaits. Tout a été prévu pour que le mariage soit un beau spectacle.

La cérémonie se déroulera en la cathédrale luthérienne

de Stockholm, où officieront l'archevêque de Suède, le Dr Olof Sundby, et un oncle de la mariée, le Dr Ernst Sommerlath, pasteur à Hochstift Meissen (Allemagne).

Parmi les mille deux cents invités qui pourront assister à la cérémonie, quatre souverains régnants (le roi des Belges, le roi de Norvège, la reine du Danemark et le grand duc du Luxembourg),

trois présidents (d'Allemagne, de Finlande et d'Islande), deux ex-rois (de Bulgarie et de Grèce) et un certain nombre d'altesses royales, dont le duc de Gloucester, représentant la reine d'Angleterre.

Après la cérémonie, le roi Charles XVI Gustave et la reine Silvia parcourront en cortège les rues du centre de la capitale, dans un landau tiré par quatre chevaux, avant de regagner le palais royal à bord de la chaloupe Vasaorden, mue par dix-huit rameurs. Un grand déjeuner réunira ensuite trois cents invités dans la grande galerie du palais.

La veille, le roi et sa fiancée auront assisté à l'opéra à une représentation de gala offerte par le gouvernement et le parlement, et transmise en direct par la télévision à l'intention du peuple suédois. Ce gala sera suivi d'un souper et d'un bal privé que le roi offrira à 200 invités au château de Drottningholm.

De même que les partisans de la monarchie s'efforcent de mettre à profit les sentiments royalistes révélés par le mariage, nombre de commerçants n'ont pas manqué de profiter de l'effluve: les portraits du roi et de sa fiancée, leurs monogrammes, décorent une foule innombrable d'objets les plus divers mis en vente depuis quelques temps dans les magasins de la capitale: tableaux,

assiettes, verres, bijoux, puzzles, médaillons, boîtes de chocolats, etc., sans compter toutes les médailles commémoratives de l'événement, en bronze, en argent, en or ou en platine, dont les fabricants ne manquent pas de souligner dans leur publicité qu'elles constituent un excellent placement, en ces temps d'inflation.

Une firme allemande s'était même proposée de vendre des emplacements sur le parcours du cortège, ou des enfants auraient porté des banderoles sur lesquelles la hière X, les automobiles Y ou les chemises Z auraient exprimé leurs vœux de bonheur au couple royal sous l'œil des caméras de télévision. Aucune société, semble-t-il, n'a accepté ces propositions, d'un goût douteux.

Tout est en place pour que tout le monde puisse profiter de la fête: la télévision retransmettra toute la cérémonie et le défilé (elle a dû louer pour cela des caméras à l'étranger) et 1.200 journalistes et photographes, dont 400 étrangers, sont déjà inscrits au centre de presse organisé spécialement à cette occasion.

Un millier de policiers veilleront à ce qu'aucun incident imprévu ne survienne, et aussi à ce que la foule — on prévoit quelque 200.000 spectateurs aux abords de l'église et du palais et dans les rues où passera le cortège — puisse circuler.

Marshall's
Tissus de Montréal

**54^{ème} ANNIVERSAIRE
NOTRE VENTE
ANNIVERSAIRE**

se poursuit

54% DE RÉDUCTION

sur de nombreuses nouveautés: soie, lainage, coton et tissus synthétiques

Visitez tous les rayons pour y découvrir mille occasions

NOUVELLES RÉDUCTIONS
durant tout le mois de juin

CHARGE X

1195 ouest, Ste-Catherine
187 Hymus, Pointe-Claire
14 Metcalfe, Ottawa, Ontario

master charge

Plaza Alexis Nihon CONCOURS DE LA FÊTE DES PÈRES FAITES-LUI UNE SURPRISE!

Cela pourrait bien être votre père, écrivez son nom au verso d'une preuve d'achat. Déposez-la dans n'importe laquelle des boîtes laissées à cet effet.

Inscrivez son nom dès maintenant!

LES 17, 18 ET 19 JUIN, 1976

Cardinal présente le plus fantastique cadeau à offrir pour la Fête des Pères.

TELSTAR
\$59.99

Tellement NOUVEAU qu'il ne figure pas encore au catalogue Cardinal.

Le téléviseur présenté ici est un **SANYO NOIR ET BLANC DE 20"**.
Prix de détail suggéré: \$229.95
Prix Cardinal: **\$169.95**

Vous pouvez compter sur ces cadeaux... pour faire plaisir à papa, à la Fête des Pères.

Calculatrice scientifique à 29 opérations
SEULEMENT \$29.95

Calculatrice à 8 opérations
SEULEMENT \$16.75

Le jeu qui fera sensation, cette année! Il s'agit d'un système vidéo entièrement nouveau que vous pourrez brancher sur votre appareil de télévision en quelques minutes. Il permet de jouer trois sports différents sur l'écran du téléviseur: tennis et hockey de compétition avec deux joueurs et handball, qui se joue individuellement. Il offre le choix de trois calibres de compétition: débutant, intermédiaire et professionnel. Tout en jouant, vous entendrez les effets sonores et vous verrez apparaître le pointage automatiquement. Un commutateur permet de rebrancher facilement la réception de télévision. C'est le cadeau idéal pour le papa idéal... un cadeau qui permettra à toute la famille de vivre des moments excitants!

Appliquez 10% sur commandes. Adaptez-vous à la loi de 9 votes sur table. \$5.99

Pour obtenir d'autres idées de cadeaux pour la Fête des Pères, consultez le catalogue du printemps Cardinal, pages 34 et 35.

Cardinal
Salle d'exposition et magasin à rayons

Montréal (ouest)
Centre d'Achats Le Perrot
101, boul. Cardinal Leger
Centre d'Achats West Island Mall
Centre d'Achats Dorval Gardens
Plaza Newman L'Assise
5737 ouest, rue Sherbrooke, au coin de Wilson
Mall Caundrell
Centre d'Achats Willetton
11847, boul. Laurentien, près de Saaberry
Plaza Alexis Nihon

Montréal (est)
Centre d'Achats Repentigny, 171, boul. d'Assise
Place Bourassa
4485 est, rue Jean Talon, près de Pie IX
900 est, rue Saint-Zénon, au coin de Saint-André
Place Frontenac, 2900 est, rue Ontario, au coin du Havre
Laval
Centre d'Achats Saint-Martin
Carrefour Laval
Centre d'Achats Duvernay, boul. de la Concorde

Rive-Sud
Centre d'Achats régional de Châteauguay
Centre d'Achats Greenfield Park
Place Jacques-Carrier, chemin Chambly, Longueuil
Les Laurentides
Saint-Eustache, 406, boul. Savoie
Centre d'Achats Sainte-Thérèse, 300, boul. Saint-Jacques
Laval
Saint-Jérôme, Place Laurentien
St-Georges, au coin de boul. Labelle
Sept-Îles
Place des Cormiers, boul. Lauré

Les Cantons de l'Est
Granby, Les Galeries de Granby, 40, rue Evangéline
Sherbrooke, Carrefour de l'Est et 101, rue Frontenac
Dummenville, 400, boul. Saint-Joseph
Shawinigan
Place de la Marine
Ville de Québec
Coteau d'Azay, boul. Sainte-Anne
Galeries Chrysalis
Centre d'Achats Place Laurier

Pierre Cardin

Boutique
**La chemise différente
Très près du corps**

Pour l'homme raffiné qui apprécie une chemise élégante, voici le cadeau idéal pour la "Fête des Pères".
De fines rayures dans la même teinte que la chemise en beige, voire, bleu ou blanc, sur un tissu 100% polyester facile d'entretien. **\$19.00**

Créate par Christian Dior. '72

Bovet

BOUQUETIER POUR HOMMES
Centre Rockland —
Galeries d'Anjou — Carrefour Laval —
2001, Université et Maisonneuve

vos horoscopes

LES ENFANTS NES CE JOUR tenteront par le travail et l'étude d'atteindre leurs buts. Malheureusement leur esprit de luxe sera appelé à les perdre, car ils ne sauront pas toujours distinguer la ligne de partage entre les moyens honnêtes et malhonnêtes.

DU 21 MARS AU 20 AVRIL
BELIER
Votre santé laisse à désirer. C'est sans doute que vous n'avez pas suivi votre régime de manière aussi stricte que vous l'aviez décidé au départ. Vous réglez l'addition en somme. Une sensation éclate.

DU 21 AVRIL AU 20 MAI
TAUREAU
Une fortune vous passera sous le nez dans la mesure où votre pusillanimité vous interdira de sauter le pas ou sur l'occasion, si vous préférez. Autre jour de chance: le 7 septembre. On vous chuchote des mots agréables.

DU 21 MAI AU 21 JUIN
GEMEAUX
Rangez-vous du côté du plus fort. Ne vous mêlez pas de tout vouloir arranger et les événements glisseront sur vous comme la pluie sur un toit. Légère indisposition en soirée. Vous êtes encerclé.

DU 22 JUIN AU 22 JUILLET
CANCER
Les tensions d'hier vous ont contrarié et vous ne parvenez pas à avaler une miette de votre repas. Demandez la permission de vous retirer afin de vous reposer et de méditer. Vous n'êtes pas assez expansif.

DU 23 JUILLET AU 22 AOÛT
LION
La journée se présente sous les meilleurs auspices à condition que vous soyez en vacances et non au bureau ou à l'atelier. Une découverte vous permettra de faire le point. Une déclaration vous surprendra.

DU 24 AOÛT AU 22 SEPTEMBRE
VIERGE
Vos sentiments vous aveuglent rarement mais lorsqu'ils le font, cela devient très grave. Vous vous aventurez dans une nuit complète. Secouez-vous et reprenez le sens des réalités. Ne vous alarmez pas pour rien.

DU 23 SEPTEMBRE AU 22 OCTOBRE
BALANCE
La loi du plus fort, en ce bas monde, est souvent la plus puissante. N'ignorez pas ce théorème, ou ce postulat, au choix, sinon vous ferez de cuisantes découvertes. Couleur: le noir. Le sol est très ferme.

DU 24 OCTOBRE AU 22 NOVEMBRE
SCORPION
Un air entendu à la radio vous trotte dans la tête. Vous vous demandez où diable vous avez bien pu l'entendre. Faites un retour jusqu'aux premiers mois de l'année. Vous comprendrez. Vous péchez par excès de confiance.

DU 23 NOVEMBRE AU 21 DÉCEMBRE
SAGITTAIRE
Des réalisations artistiques, auxquelles vous pourriez apporter votre concours, se préparent. Tenez-vous prêt à ajouter votre pierre à l'édifice. Inutile de vous raconter des histoires. Attention aux fleches.

DU 22 DÉCEMBRE AU 20 JANVIER
CAPRICORNE
Une forme patente de votre intuition vous sera domniee en des circonstances curieuses. Vous ferez la stupéfaction de ceux qui y assisteront en même temps que vous. Un point reste en suspens. On agit à votre insu.

DU 21 JANVIER AU 19 FÉVRIER
VERSEAU
Vous serez heureux de laisser quelqu'un d'autre que vous prendre la direction d'opérations auxquelles vous ne connaissez pas grand chose. Le plaisir d'apprendre vaut celui de diriger. Ne laissez pas la pierre.

DU 20 FÉVRIER AU 20 MARS
POISSONS
Une question financière ou fiscale vous ennuie. Confiez vos doutes à un conseiller juridique qui vous indiquera la marche à suivre. Les enfants vous agressent et vous le dites. Nouvelle changeantes.

Une injustice pour les femmes mariées

par Anne RICHER

«Même si les lois ont apporté une certaine autonomie à la femme, la mentalité des mâles et en particulier celle du gouvernement, n'a pas beaucoup changé. Il a du mal à considérer la femme et surtout celle qui est mariée comme un citoyen à part entière. Au lieu de cela, il la maintient dans l'état d'objet, de possession, en la privant injustement de certains avantages.»

Le RAIIF, Réseau d'Action et d'Information pour les Femmes, dénonce une telle attitude et conteste en particulier la base sur laquelle le gouvernement veut établir le revenu garanti et vient de faire parvenir au ministre des Affaires sociales, Claude Forget, un mémoire contenant des recommandations pour éliminer le sexisme et la discrimination à l'intérieur de ce programme.

Le mariage ne devrait pas priver un citoyen ou une citoyenne de ses droits. «Toute action gouvernementale devrait se préoccuper de corriger avant toute chose la dépendance humiliante de la femme envers son mari, car c'est la plus grave tare et la plus grande inconscience de la société actuelle et une des sources les plus certaines de ses dif-

ficultés», peut-on lire dans le mémoire.

Le RAIIF propose certaines modifications à apporter à la formule de revenu minimum garanti, afin de rendre le programme plus équitable. Les arguments en faveur de tels changements, sont que la femme qui reste à la maison et qui s'occupe des enfants a droit, autant qu'au mari à la considération du gouvernement, donc à la sécurité du revenu minimum garanti. «Or, ce travail (s'occuper des enfants) n'est actuellement pas rémunéré, bien que s'il y a un travail qui devrait l'être c'est bien celui-là. Il entraîne pour les femmes une privation importante de revenus et des dépenses considérables, (qui sont parfois mal assumées par le mari) Ce n'est pas un hasard si les femmes se retrouvent dans la classe la plus pauvre de la société. C'est à cause des enfants».

On sait que le salaire du mari est la propriété exclusive de celui-ci. Il peut en disposer comme bon lui semble en autant, selon la loi, qu'il assure à sa famille, un toit et de quoi manger. Cette situation oblige bien des femmes à quémander pour le bien-être des enfants ou pour ses besoins à elle. Et aussi surprenant que cela puisse paraître, selon le

RAIIF, cet état de choses existe aussi bien chez les pauvres que dans les classes supérieures de la société.

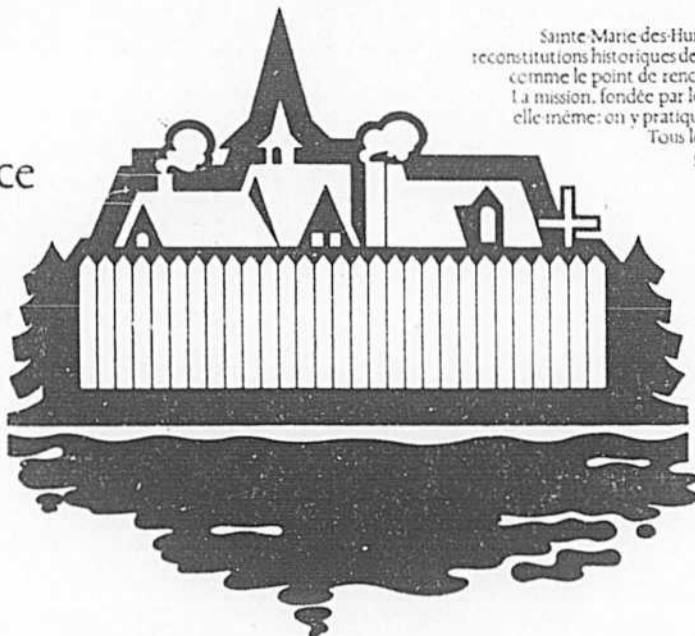
Le programme de revenu minimum garanti offrirait un supplément à celui des deux conjoints qui travaille, quand son revenu personnel n'est pas suffisant. Une femme à la maison ne recevrait rien.

Le RAIIF propose plutôt qu'on divise le montant en deux, entre celui qui travaille et celui qui reste à la maison élever les enfants. Le montant global serait le même que celui proposé par le gouvernement, mais plus juste aux yeux du RAIIF, puisqu'on reconnaît une fois pour toutes, la rentabilité du travail de celui qui reste à la maison. Homme ou femme.

«Le gouvernement ne peut pas, dans ses programmes, privilégier l'un ou l'autre des conjoints sous prétexte qu'il est le "chef de famille", puisque selon la loi, les époux ont dans le mariage les mêmes droits, obligations et responsabilités. Adjuger \$2,400 pour le "chef de famille" et \$1,400 pour le conjoint ne justifie en aucune façon. Les prestations doivent être égales pour l'un et l'autre, et non presque le double, encore une fois, pour l'homme».

Un passé qui est vôtre

Sainte-Marie, c'est la Nouvelle-France en Huronie, le berceau de l'histoire de l'Ontario.



Sainte Marie des Hurons compte parmi les plus passionnantes reconstitutions historiques de l'Amérique du Nord et elle est reconnue comme le point de rencontre des peuples fondateurs du Canada. La mission, fondée par les Jésuites en 1639, se suffisait largement à elle-même: on y pratiquait la culture, l'élevage et divers métiers. Tous les bâtiments ont été reconstruits avec un grand souci d'authenticité. Vous revivrez la merveilleuse aventure des missionnaires et des pionniers. Venez découvrir ce haut lieu de l'histoire et du patrimoine de notre pays et vivre une expérience inoubliable. L'exploration débute par un film (en français) sur cette époque dynamique de notre passé. Le musée retrace les événements qui ont conduit à la colonisation de l'Amérique du Nord. Des guides francophones sont à votre disposition. Sainte Marie des Hurons est ouverte de la mi-mai à la mi-octobre. Elle est située près de Midland sur la route 12, à 90 milles au nord de Toronto par l'autoroute 401.

L'Ontario est là!

Pour tous renseignements, écrivez à: Vacances Ontario, Service U.P., Queen's Park, Toronto M7A 2E5

Une lutte pour le passé

BEAUMONT (PC) — Une maison blanche de style normand, sur la rive sud du Saint-Laurent, à une quinzaine de milles au sud-est de Québec, est devenue la scène d'une lutte pour conserver un morceau du passé contre la marche implacable du progrès technologique.

Il y a 10 ans, Rosaire St-Pierre et sa famille s'attaquaient à la restauration d'une maison qui remonte à la fin du XVIIIème siècle et qui fut jadis la maison des ancêtres du maire de Montréal, M. Jean Drapeau.

M. St-Pierre a fait appel à ses talents d'artisan et à son amour profond pour l'histoire. Il a utilisé du vieux bois et il a fabriqué lui-même certains accessoires comme les poignées de portes en fer, forgées selon la tradition des premiers colons.

La famille St-Pierre a acheté la maison en 1965, et l'a transportée par sections, depuis les terres ancestrales des Drapeau jusqu'à son emplacement actuel, d'où elle domine le fleuve. C'est alors que survint un événement qui menaçait de réduire à néant le travail déjà accompli pour recréer un moment de la vie passée.

L'Hydro-Québec

Un jour de 1973, la femme de M. St-Pierre, Gemma, vit un groupe d'arpenteurs qui jalonnaient le terrain près de la propriété familiale. L'Hydro-Québec construisait une ligne d'électricité de 735,000 volts depuis le barrage hydro-électrique de la Manicouagan. La maison devrait être de nouveau déplacée ou on devrait la démolir, pour faire place aux pylônes géants portant les câbles à haute tension.

Mme St-Pierre raconte aujourd'hui en riant comment les arpenteurs ont semblé incrédules quand elle a suggéré qu'on fasse passer la ligne à une certaine distance de la maison. Cependant, voyant que le ministère provincial des Affaires culturelles — de même que les organes d'information — appuyaient les St-Pierre, l'Hydro-Québec dut refaire ses plans.

Il en coûterait \$50,000 pour déplacer un pylône, dit Mme St-Pierre, mais pour déplacer un monument historique, comme la maison à finalement été classée, vers un emplacement comparable près du fleuve, il en coûterait encore bien davantage.

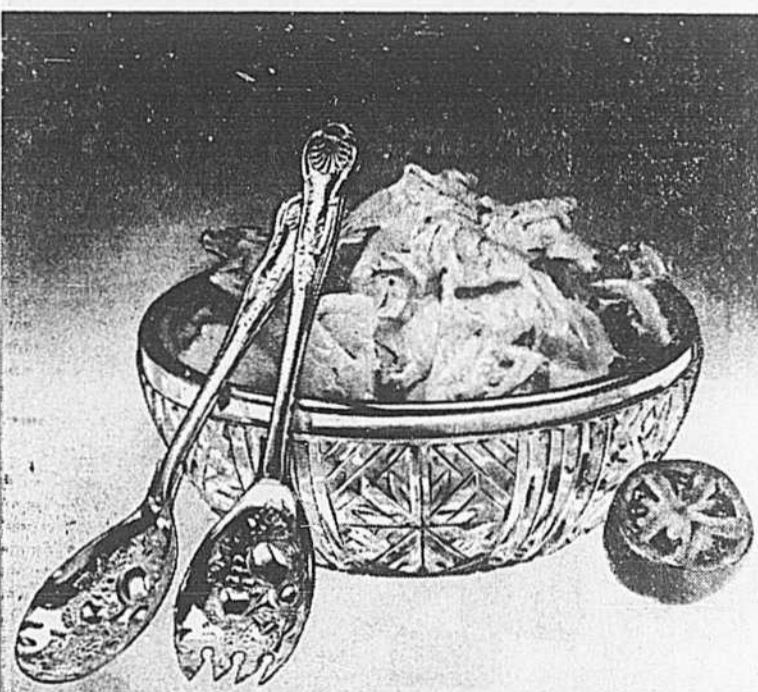
La cheminée de pierre, à elle seule, pèse 100 tonnes.

Division des lignes

On convint donc que les pylônes se diviseraient avant d'arriver à la maison, formant deux embranchements de la ligne d'électricité, pour se rejoindre plus loin. Aujourd'hui, la valeur esthétique des pylônes dans le voisinage de la maison laisse évidemment à désirer, mais les St-Pierre considèrent que leur vieille maison, sereinement installée au beau milieu du progrès, est un symbole de victoire pour les gens de Beaumont.

«Quand nous avons commencé à entendre toutes ces histoires au sujet des fils de haute tension qui sont censés causer le cancer et les maladies cardiaques, nous nous sommes inquiétés, dit Mme St-Pierre. Mais après tout ce que nous avons traversé, nous allons rester.»

Les St-Pierre et leurs six enfants, dont les âges vont de 12 à 22 ans, sont un exemple rayonnant de bonheur rustique. M. St-Pierre, un agronome à la retraite, peut encore courir aussi vite que son plus jeune fils.



Saladier en verre avec bordure et ustensiles de service en plaqué argent — \$12.50!

Le saladier a 8 1/2" de diamètre. Ustensiles de service au décor Kings. Service de 3 pièces, \$12.50

BIRKS
JOAILLIERS

Attention!

Guaranty Trust a une bonne nouvelle pour vous si vous êtes âgé de moins de 60 ans... et une meilleure encore si vous avez plus de 60 ans.



Du nouveau: le service GT

- Si vous êtes âgé de moins de 60 ans, vous êtes admissible au nouveau service GT, lequel vous donne droit aux avantages suivants:
- Compte-épargne produisant des intérêts élevés
 - Compte-chèque sans aucuns frais de service
 - Relevé de compte mensuel gratuit accompagnant le retour de vos chèques payés
 - Dépôt gratuit par courrier (port payé dans les deux sens)
 - Transfert automatique de fonds sans frais de votre compte-épargne à votre compte-chèque sur une base régulière
 - Dépôt direct et gratuit de chèques à votre compte
 - Achat de mandats sans avoir à payer de frais de service
 - Les 100 premiers chèques personnalisés, l'étui à chèques et le stylo portant la grille du Guaranty Trust vous sont offerts gratuitement lorsque vous ouvrez un nouveau compte

Si vous avez actuellement un compte-épargne ou un compte-chèque auprès du Guaranty Trust et si vous avez moins de 60 ans, vous pouvez déjà vous prévaloir du service GT.



...et bien sûr, vous profiterez du service GT60.

- Si vous êtes âgé de 60 ans ou plus, vous avez le droit de bénéficier du nouveau service GT60, lequel vous apporte les avantages suivants:
- Intérêts mensuels sur un compte-épargne boni - Les intérêts sont calculés et crédités mensuellement
 - Intérêts mensuels sur des certificats de placement garanti. Les intérêts sont crédités directement à votre compte
 - Compte-chèque sans aucuns frais de service
 - Chèques personnalisés gratuits
 - Relevé de compte mensuel gratuit accompagnant le retour de vos chèques payés
 - Dépôt gratuit par courrier (port payé dans les deux sens)
 - Transfert automatique de fonds sans frais de votre compte-épargne à votre compte-chèque sur une base régulière
 - Dépôt direct et gratuit de chèques à votre compte
 - Remise annuelle de \$5.00 sur le coût de la location d'un coffre de sûreté ou d'un service de garde des valeurs (lorsque ces services sont disponibles)
 - Achat de mandats sans avoir à payer de frais de service
 - Achat de chèques de voyage sans devoir verser de frais de service

Si vous êtes un client âgé de 60 ans ou plus, demandez dès aujourd'hui à votre succursale la plus proche votre carte de service GT60 qui vous sera remise gratuitement.

Si vous n'êtes pas présentement client du Guaranty Trust, nous vous invitons à vous prévaloir de tous les avantages des services GT ou GT60: il vous suffit d'ouvrir un compte-épargne ou un compte-chèque. Nous vous donnerons sans frais un stylo ainsi qu'un étui à chèques portant la grille du Guaranty Trust.

Guaranty Trust

La compagnie de fiducie de l'avenir

427 rue St. James O.
849-5705

Un mercenaire dénonce la société américaine

d'après PA, Reuter, UPI, AFP

LUANDA — L'un des treize mercenaires jugés actuellement en Angola pour leur rôle pendant la guerre civile, Gustavo Grillo, argentin naturalisé américain et ancien combattant du Vietnam (il fut sergent dans les "marines"), a accusé la CIA américaine d'avoir financé le recrutement des mercenaires ayant combattu aux côtés du FNLA de Roberto Holden et d'avoir approvisionné ce mouvement en armes.

Gustavo Grillo, qui a avoué s'être engagé comme mercenaire en Angola pour l'argent et seulement pour l'argent, a, en outre, qualifié la société américaine de "monstrueuse" où les faibles deviennent plus faibles et les forts deviennent encore plus forts, l'accusant notamment de l'avoir perverti. Il n'a pas

hésité à déclarer que ses camarades, tant américains que britanniques, avaient eu les mêmes motivations que lui, à savoir l'argent, refusant ainsi l'argument d'un autre mercenaire qui avait évoqué ses problèmes psychiatriques.

Quant à la plupart des dix mercenaires britanniques qui se trouvent également dans le box des accusés, ils déclarent avoir voulu quitter l'Angola avant d'avoir tiré un seul coup de feu, mais en avoir été empêchés par la crainte de voir Costas Georgiou, alias "colonel Callan", mettre à exécution sa menace de les abattre s'ils partaient.

Plus tôt, au cours du procès, "Callan" avait déclaré assumer l'entière responsabilité de toutes les charges portées contre les mercenaires. A la suite d'un incident qui vit "Callan" tenter de faire

un mauvais parti à un des mercenaires, les autorités décidèrent de le motter.

De retour à Londres, par ailleurs, un avocat britannique, au terme d'un séjour en Angola, a reproché au gouvernement de Londres de ne rien tenter pour empêcher le recrutement des mercenaires. Il a également demandé une enquête sur "la complicité apparente de certains haut-fonctionnaires" en ce qui concerne le déplacement des mercenaires.

M. Stephen Sedley, qui s'était rendu en Angola en qualité de membre de la commission invitée par le gouvernement à suivre le procès des treize mercenaires blancs, a déclaré que l'administration britannique est largement responsable de la situation où se trouvent actuellement les neuf pré-

venus britanniques. Si les prévenus britanniques sont condamnés en

Angola, aucune demande de clémence provenant de Londres n'aura d'effet. Si

la Grande-Bretagne ne se montre prête à prendre des mesures immédiates

pour mettre fin au trafic de mercenaires, a dit Me Sedley.



Le principal des 13 mercenaires actuellement jugés en Angola, Costas Georgiou, alias "colonel Callan" (au centre), discute avec son avocat angolais au cours d'une séance du procès.

Marie n'a pu tuer Castro!

NEW YORK (PA, AFP) — Recrutée par la CIA pour assassiner Fidel Castro en 1960, Marie Lorenz affirme avoir accepté cette mission parce que l'on avait tué l'enfant qu'elle avait eu avec le leader cubain. Ce n'est pas Fidel qui l'a tué, a-t-elle ajouté, mais peut-être les gens de son entourage.

De toute façon, elle renonça à sa vengeance alors qu'elle se rendait de Miami à La Havane en emportant deux capsules de cyanure qui devaient servir à empoisonner le café de Fidel. "Je savais que je ne pourrais le faire, je ne le pouvais pas. Je ne suis pas un tueur. Je l'aimais," a-t-elle confié dans une interview télévisée.

Quant aux capsules, elles devaient fondre dans le pot de crème où elle les avait cachées pour les dissimuler aux douaniers...

La rencontre de Mlle Lorenz remonte à 1960. Elle fit la connaissance du leader cubain à bord du navire de croisière allemand "Berlin" dont son père était le capitaine.

RAFRAICHISSEZ-VOUS À DES PRIX RÉDUITS

OFFRE DE CLIMATISEURS

Choix parmi la gamme complète de **GSW** de 8.000 à 18.000 B.T.U.

Grande vente de CHRYSLER AIRTEMP **\$269**

8.000 B.T.U. rien que

Pour cette semaine seulement
Radiation Engineering du Canada

4810 ouest, rue Jean-Talon **731-7638**

De 9 h à 18 h en semaine. Jeudi - Vendredi jusqu'à 20 h. Samedi 9 h à 13 h.

Un vin pour toute occasion. Mateus Rosé.

Un produit du Portugal.

Vendu partout au Canada par Les Distilleries Schenley du Canada Ltée.

NE MANQUEZ PAS LES 2 PAGES D'AUBAINES VAL ROYAL LA SALLE DANS LA PRESSE DE MERCREDI

SUPER VENTE VACANCES

Val Royal La Salle

A court de robustesse, de garantie et d'essence? Prenez donc une 5, c'est emballant!

La Renault 5, c'est 50* milles au gallon de nerf de résistance et de robustesse! Construite par les maîtres de la traction-avant depuis près de 18 ans, elle est garantie pour 24 mois / 24.000 milles

Demandez de plus amples renseignements à votre concessionnaire le plus près de chez vous. Il se fera un plaisir de vous montrer le vrai sens du plaisir de conduire! Car la 5, c'est un plaisir de tous les sens.

Confort
Sièges tout confort, moquette à l'avant comme à l'arrière. Suspension indépendante aux 4 roues. Sièges séparés inclinables à l'avant de la 5 GTL.

La Renault 5 L
Vous désirez tout le plaisir qu'offre la Renault 5 GTL mais un rendement encore plus économique? Choisissez la Renault 5 L. Avec son moteur de 782 cc, elle fait jusqu'à 37* mill/gal en ville.

Sécurité
Freins à disques (GTL), traction-avant, suspension à barres de torsion, pare-chocs enveloppants recouverts de polyuréthane, tout pour une meilleure tenue de route et une stabilité incomparable.

Robustesse
Monocoque en acier soudé. Traitement anti-rouille "GARANTIE PLUS", 24 mois/24.000 milles sur moteur et boîte de vitesses.

Équipement de la 5 GTL
Pneus radiaux ceinturés d'acier, 4 vitesses au plancher. Freins à disque à l'avant. Volant rembourré. Dégivreur à l'arrière, etc... Toit ouvrant, vitres teintées, lave-glace/essuie-glace à l'arrière en option.

Économie et performance
Mini-compacte maniable et rapide. Moteur de 1300 cc. Poids 1.757 lb (GTL). Accélération foudroyante: 35* mil/gal en ville, 50* sur la grand route.

Espace de chargement
Arrière entièrement ouvrant. 31 5 pi. cu., le dossier-arrière abaissé.

À partir de \$3,395.

La Cinq, c'est emballant!

RENAULT

<p>MONTREAL GARAGE EDDY DOYLE 2280, rue St-Joseph Lachine Tel. 637-7511</p> <p>MONTREAL DAUPHINE 12050, boul. Laurentien Montreal Tel. 331-6130</p> <p>RENAULT CENTRE-VILLE 1824 ouest, rue Ste-Catherine Montreal Tel. 937-9551</p> <p>LAREAU AUTOMOBILES 4476, rue de Laroche Montreal Tel. 523-2153/2154</p> <p>RENAULT CREMAZIE 350 est, rue Cremazie Montreal Tel. 387-3781/3782</p>	<p>RENAULT PIERREFONDS 14199 ouest, boul. Gouin Pierrefonds Tel. 620-1511/1512</p> <p>AU GRAND SALON 2230, rue Viau Montreal Tel. 254-9971/9491</p> <p>AU PAVILLON DE L'AUTO 7665, boul. Lacordaire Montreal Tel. 259-8981</p> <p>LAVAL CONCORDIA AUTO 4450, boul. Levesque Laval Tel. 661-0660</p>	<p>AUTO GIBRALTAR 1215, boul. des Laurentides Laval Tel. 669-7171/7172</p> <p>AUTO G.S.R. INC. 2032, boul. Labelle Laval Tel. 687-3123</p> <p>RIVE SUD RENAULT LONGUEUIL 465, boul. Cote-Potier O. Longueuil Tel. 677-6361</p> <p>PARIS AUTO 825, boul. Taschereau Greenfield Park Tel. 672-6660</p>	<p>RÉGION DE MONTREAL GARAGE DORIS FONTAINE Aiguillon Tel. 948-2319</p> <p>JACQUES LAMBERT AUTOMOBILES INC. Dorval Tel. 417-4550</p> <p>GARAGE ROBERT ENNE Grand Mars Tel. 338-1728</p> <p>AUTO J. C. LAROCHE INC. Joliette Tel. 733-3818</p> <p>AUTOMOBILES & L. THIFFIN INC. Lachine Tel. 962-8121</p> <p>MARIN BELANGER INC. L. Longueuil Tel. 888-2441</p> <p>MONACO AUTO INC. Greenfield Tel. 843-1911</p> <p>RENAULT & CASATHE LTÉE St-Amand Tel. 238-2344</p>	<p>RENAULT ST-BASILE St-Basile de Montreal Tel. 853-3881</p> <p>GARAGE MONDRIAN & S. INC. St-Jean Tel. 876-1478</p> <p>LES AUTOMOBILES ECHOVA LTÉE St-Jérôme Tel. 430-1073</p> <p>BARON AUTOMOBILES INC. St-Martin Tel. 473-6144</p> <p>GARAGE A. FAGUIN INC. St-Théodore de Beaurivage Tel. 435-1151</p> <p>BOUVEYER AUTOMOBILES INC. St-Hubert Tel. 942-0504</p> <p>FRIGNON & FRENEL INC. Trois-Rivières Tel. 378-1611</p> <p>PIERRE AUTOMOBILES INC. Valleyfield Tel. 371-0711</p> <p>BIROUX AUTO INC. Valleyfield Tel. 262-1249</p>
--	---	--	---	--